

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F

Boîte Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 46
JEUDI 5 FÉVRIER 1970

R
I
P
O
S
T
E

D
U
T
A
C
A
U
T
A
C



– **Aux provocations fascistes sionistes**
– **A la hausse et à la vie chère**

CES ACTIONS MONTRENT LA VOIE !

UNE SEMAINE DE LUTTES



- **MINES DE PENARROYA A LARGENTIERE, MALINES ET LA PLAGNE (Ardèche)** : En grève depuis le 7 janvier, les 500 mineurs poursuivent leur lutte avec la même fermeté. Les grévistes réclament le retour aux 40 heures, une prime de fin d'année et de vie chère, l'hygiène et la sécurité. Le P.D.G. est le baron-banquier Rothchild. Exprimons notre solidarité active à la lutte des mineurs.
- **SOCIETE DE CONDITIONNEMENT D'ALUMINIUM DE FROGES (Isère)** : Depuis le 20 janvier, 950 travailleurs sont en grève pour une augmentation de salaire de 0,50 F de l'heure. Le 23 janvier, les grévistes décident l'occupation de l'usine.
- **S.I.C.M.A. A ISSOUDUN (Indre)** : 80 chaudronniers-soudeurs sont en grève contre l'augmentation des cadences depuis le 20 janvier.
- **FACULTE DES LETTRES** : Le mouvement de grève se poursuit et s'étend contre la circulaire de Guichard, diminuant l'enseignement des langues vivantes. Les Facultés de Saint-Etienne, Lyon (9 000 étudiants en grève), Montpellier, Aix-en-Provence, Nice, Toulouse, Perpignan, Limoges, Nanterre, Vincennes, La Sorbonne, sont dans la lutte.
- **CENTRE UNIVERSITAIRE DAUPHINE A PARIS** : La grève se poursuit depuis trois semaines.

LUNDI 26 JANVIER

- **AIR-FRANCE** : Grève des hôtesse et stewards pour la délivrance du certificat de sécurité et de sauvetage par une commission paritaire et non par les compagnies, comme c'est le cas depuis novembre.
- **CENTRE DES CHEQUES POSTAUX A DIJON ET A STRASBOURG** : Grève des employés contre une modification d'horaire. Le personnel de Dijon réclame également l'amélioration des conditions de travail.

MARDI 27 JANVIER

- **AIR-INTER** : Grève des hôtesse et stewards pour les mêmes revendications que leurs camarades d'Air-France.
- **SUD-AVIATION A MERIGNAN ET LE MAILLAN** : Les métallos débrayent pour protester contre la nouvelle classification décidée unilatéralement par la direction générale.
- **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE-MALADIE A LILLE** : Grève de 24 heures pour l'amélioration des conditions de travail.

MERCREDI 28 JANVIER

- **CHENARD ET WALCKER (GROUPE CHAUSSON) A GENEVILLIERS** : 20^e débrayage des outilleurs pour leurs revendications.

JEUDI 29 JANVIER

- **CHEMINOTS DE REIMS** : Grève de 24 heures.
- **GARE SAINT-JEAN A BORDEAUX** : Grève contre la suppression d'emploi. Le service manutention est remis à une entreprise privée.
- **ETABLISSEMENTS ASPRO (PHARMACIE) A GAILLARD (Haute-Savoie)** : Le personnel de l'atelier de conditionnement se met en grève pour une augmentation mensuelle de salaire de 70 F, une 5^e semaine de congés payés, une heure par mois payée pour information syndicale.
- **LABORATOIRE MILLOT A PARIS** : Les locaux du siège social sont occupés pour protester contre les licenciements de 70 d'entre eux.
- **PAPETERIES DE BILLANCOURT (Essonne)** : Grève de 24 heures pour les revendications.
- **PAPETERIES MAUDUIT A QUIMPERLE (Finistère)** : Grève de 24 heures pour les revendications.
- **FACULTE DE LETTRES DE CENSIER A PARIS** : Des sionistes prétendaient tenir une réunion à la Faculté, les étudiants révolutionnaires se mobilisent et mettent en déroute ces résidus fascistes (voir article).

VENDREDI 30 JANVIER

- **RAFFINERIE A MAUCONCOURT (Moselle)** : Les 2 600 ouvriers travaillant à la construction de cette raffinerie se mettent en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail et de logement.
- **GARE SAINT-JEAN A BORDEAUX** : Les agents du service exploitation se mettent en grève pour 24 heures, ainsi que ceux du centre tri de la Mourcade.
- **FACULTE DE LETTRES DE MONTPELLIER** : Des fascistes tentent d'interrompre une réunion organisée par l'UNEF qui ouvre une campagne de protestation contre les peines d'emprisonnement infligées à Rennes à des soldats. Casqué et portant des matraques, ce commando fasciste tenta de pénétrer dans la salle de réunion. La riposte des étudiants progressistes fut immédiate et les énergumènes fascistes connurent une déroute lamentable.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

	Total précédent	93 800,20 F
C.D.H.R.	Villeneuve-le-Roi	80 F
« Guy-Moquet	Paris	100 F
1 ouvrier électricien	Paris	5 F
Fac de Sciences	St-Maur	4 F
1 lecteur en retraite	St-Maur	51 F
C.D.H.R.	Paris-10 ^e	40 F
« Pernety	Paris	300 F
(janvier)	Paris-17 ^e	100 F
«		300 F
1 couple de lecteurs anonyme	Nancy	450 F
C.D.H.R.		
1 militant H.R.	Bobigny	110 F

Pour la dictature du			
Proletariat	Aix	10	F
M.C. et H.D.	Paris-17 ^e	10	F
G.S.	Paris	200	F
1 C.D.H.R.	Paris-9 ^e	50	F
Cercle Eugène-Varlin (nov. et décembre)	Toulouse	5,70	F
C.D.H.R.	Paris	450	F
Immigré Rennais	Rennes	390	F
C.D.H.R. Guy-Moquet (pour que H.R. ne revienne pas à 8 pages)	«	25	F
1 petit travailleur du bâtiment	Paris	100	F
	Bretagne	100	F
	Total général	96 680,90	F

PROCÈS D'UN CAPITALISTE...

DÉMASQUONS GROSJEAN !

Nancy, le 26-1-70.

Chers camarades,
Pourquoi GROSJEAN attaque-t-il le groupe rouge de l' H.R. ?

Parce que les qualificatifs de buveurs de sang, de voleur ont blessé son amour propre ?

Quelle blague ! L'amour propre des bourgeois a-t-il jamais existé en face de leur portefeuille ?..

Non ! L'unique raison qui ait poussé Grosjean à faire ce procès bidon, c'est la peur !

En violant consciemment la législation du travail, Grosjean réussit, chaque année, à dérober 2 millions d'anciens francs à ses ouvriers. Quelles preuves avons-nous de son secroquerie ?

Les fiches de paie de ses ouvriers.

La lettre de préavis envoyée à Marcel Grandmougin immédiatement après la dénonciation du vol et de la réclamation de son dû.

Enfin, mon propre témoignage, car j'ai travaillé chez Grosjean, à la comptabilité, en même temps que Marcel Grandmougin.

C'est avec cet argent, volé à la classe ouvrière, que Grosjean réussit à traîner ses ouvriers devant les tribunaux, sous la ridicule accusation d'injures publiques et de diffamation. Aux Prud'hommes, c'est en tant qu'escroc véritable que Grosjean devrait comparaître.

D'ailleurs Grosjean n'est pas le seul à être concerné par cette histoire.

Les flics qui sont venus me chercher à mon boulot, m'ont innocemment confié que Pertuy, Bassy, Ganaye, lui avait demandé d'agir.

Tous les entrepreneurs du bâtiment profitent des jours fériés pour voler leurs ouvriers.

Tous, en ce moment, sont au cul de Grosjean, à espérer que le procès pour diffamation dure le plus longtemps possible et que celui des Prud'hommes n'ait pas lieu.

On comprend maintenant l'acharnement de Grosjean à condamner Marcel Grandmougin comme chef du groupe rouge.

Si Marcel était condamné, qui d'autres oseraient, après cela relancer le procès des Prud'hommes ?

Mais notre bourgeois a beau rugir comme un tigre, tous les ouvriers du bâtiment, à Nancy, savent qu'il reste un tigre en papier.

Ils savent tous que Marcel est innocent ! Et nous le prouverons le jour du procès.

P.S. Je tiens également à dénoncer l'attitude, une fois de plus dégueulasse de la C.G.T. qui, par l'intermédiaire de son délégué, a été la première à porter l'accusation sur le dos de Marcel Grandmougin (voir affiches du groupe rouge), et qui est prête à porter son appui au « sieur » Grosjean en cas de procès aux Prud'hommes.

« LA VICTOIRE EST AU BOUT DU FUSIL ».

Une camarade de Nancy.

UNE AFFICHE DU GROUPE ROUGE DE NANCY

Dénonçons !

Membre du syndicat patronal-bâtiment, membre de la commission des Prud'hommes ce patron exploite honteusement près de cent travailleurs. Une bonne dizaine de gardes-chiourmes répriment durement les ouvriers.

Travail et hygiène sont ceux des camps de la mort.

Exemple : les travailleurs qui se rendent sur un chantier à 40 kilomètres de Nancy, se lèvent, en plein hiver, à 5 h du matin, sont pris en charge à 6 h (parfois à 2 kilomètres du domicile) pour arriver sur les lieux de travail à 7 h précises. Le soir, le départ est à 18 h ; ils sont à la maison vers 19 h 30. Partis durant 14 h, les ouvriers Nord-Africains ne sont payés que 9 h 3/4.

Les travailleurs prennent leurs repas sur le chantier, dans des baraquements infectes, où la gamelle est réchauffée dans des bacs à mortier. Il arrive que, totalement épuisés, ils ne trouvent pas le temps, le soir, de préparer le repas du lendemain : c'est

sans nourriture qu'ils devront effectuer 10 h de travail sous la neige, dans le froid.

Le patron, ce gangster de grand chemin, a pignon sur rue à Nancy. Cet affameur professionnel, ce buveur de sang, s'il refuse de payer les heures de route aux travailleurs, n'hésite pas à donner des biftecks à ses chats et de la viande à 15 F le kg à ses chiens. Les murs de ses appartements sont couverts de tapisserie à 80 F le mètre carré et du carrelage à 120 F le mètre carré...

Tel est le vrai visage de ce patron du bâtiment, charogne puante que nous devons abattre.

Dans toutes les entreprises, créons des Comités de base.

Tous unis à la base pour la victoire finale !

« Le pouvoir est au bout du fusil ». Mao-Tsé-Toung.

Le groupe rouge de combat des travailleurs révolutionnaires du bâtiment à Nancy.

ÉDITORIAL

Judi 29 janvier, les étudiants, dont de nombreux d'origine juive, et de jeunes ouvriers, unis dans un vaste front, faisaient échouer le meeting organisé par le Béthar, clique sioniste-fasciste. Recevant une volée de choix, les fascistes s'enfuirent avec 10 blessés et laissant derrière eux casques et matraques.

Cette lutte marque un bond qualitatif dans la prise de conscience de la masse des étudiants. Ils soutiennent beaucoup plus fermement qu'en Mai 68 la lutte de libération nationale du peuple palestinien. « Palestine Vaincra » était le grand mot d'ordre.

On remarque aussi un durcissement de plus en plus agressif des mouvements sionistes, qui veulent élargir leur base populaire. D'autre part, dans une partie de la propagande bourgeoise, on constate un regain de racisme anti-arabe et anti-juif, qui pénètre même dans certaines fractions des couches populaires.

L'Histoire des mouvements révolutionnaires, renforcée par l'expérience de Mai 68, nous apprend que les étudiants sont souvent les premiers à ressentir les contradictions de la société et à engager la lutte, et que leurs luttes annoncent et préparent toujours des explosions plus générales, touchant toutes les couches sociales.

En frappant le Béthar et l'extrême-droite sioniste, les étudiants ont remporté une victoire politique importante, car à travers les marionnettes fascistes, c'est le gouvernement des monopoles qu'ils ont frappé.

Le thème d'Israël, parce qu'encore pas clair dans une large fraction des masses, est le cheval de bataille de la bourgeoisie pour tenter de se

créer une base populaire, un pouvoir fort, qui servirait le mieux possible les intérêts du capitalisme monopoliste d'état. En effet, la bourgeoisie française a engagé une bataille acharnée. Pour elle il s'agit de — resserrer les liens avec l'impérialisme U.S. (échec du nationalisme économique de De Gaulle, qui voulait faire de l'impérialisme français, un impérialisme dominant). Mais aussi de manœuvrer au millimètre, car il s'agit de ne pas être absorbé par les U.S.A. ; c'est pour cela qu'il lui faut une assise populaire, lui permettant d'installer son pouvoir dans cette optique. C'est pour cela que ce thème d'Israël lui est si cher. C'est pour cela que la bataille politique contre le sionisme, contre le fascisme et en particulier les luttes qui se déroulent à l'université est une bataille dont l'enjeu est très important, et tous les marxistes-léninistes doivent l'avoir clairement en tête. Le printemps risque d'être chaud, nous devons nous y attendre, afin d'être prêts à plonger dans les flammes de la lutte des masses.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer la lutte qu'ont résolument engagée les étudiants progressistes, qui s'est traduite par la mobilisation de la journée du jeudi 29 janvier 70.

Avec la nouvelle montée de la crise de surproduction en Europe et en Amérique du Nord les contradictions entre impérialismes s'exacerbent, les capitalistes entrent en lutte comme deux chiens sur le même os.

Cette crise, cet affrontement gigantesque s'étend même à des pays réputés pour leur solidarité économique tels la Suède et la Suisse.

La lutte pour les marchés exige la concentration des entreprises, leur rationalisation (aug-

mentation des cadences, suppression de poste, etc.) et des licenciements ; le tout accompagné par la hausse générale des prix pour les biens de consommation courante, imposant au peuple une vie chère, une vie d'enfer.

Face à la montée de la crise de surproduction capitaliste, la riposte des ouvriers est virulente dans toute l'Europe : grèves de Kiruna en Suède, grèves « sauvages » au Danemark et en Finlande, et surtout les grandes luttes de masse anti-réformistes et violentes de Belgique.

La succession de grèves avec occupation ou séquestration de patrons, la riposte à la hausse des prix en France, témoignent de la combativité de la classe ouvrière, malgré le travail de sabotage et de démobilitation des révisionnistes.

Chaque clan de la bourgeoisie cherche déjà des alliés et essaye de diviser le peuple grâce au révisionnisme, son arme principale, grâce aussi au sionisme et au racisme.

Développons notre propagande pour expliquer qu'il n'existe qu'une seule classe ouvrière, quel que soit la religion ou la couleur de ceux qui la composent ! Démasquons les fascistes-racistes ! Ripostons en masse aux provocations fascistes des sionistes, écrasons le ver dans le fruit ! Sachons saisir toutes les occasions pour soutenir les actions d'avant-garde dans la classe ouvrière, qui contribuent à arracher la classe ouvrière au révisionnisme.

Que les marxistes-léninistes se haussent résolument à la tête des luttes à venir, qu'ils osent livrer combat et le monde leur appartiendra !

LUTTES POPULAIRES EN EUROPE

Les militants du P.C.M.L.B. s'adressent aux mineurs et aux métallos du Centre

Aux mineurs du Centre

Camarades,

Depuis plusieurs jours, des milliers de vos frères de travail, mineurs flamands et immigrés de toutes nationalités, mènent, en Campine, une lutte courageuse et admirable.

ILS EXIGENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES DE 15 POUR CENT.

Ils refusent les aumônes qu'on veut leur accorder, car ils sont dignes et fiers de leur état de mineur.

Ils dénoncent la complicité des dirigeants syndicaux et des patrons qui se liguent contre eux pour les obliger à capituler.

Sans indemnité de grève, sans ressources, puisque les organisations syndicales, qualifiant leur mouvement de « sauvage », refusent de reconnaître leur lutte, ils ont constitué leurs propres comités de défense et c'est à ces comités qu'ils ont confié la défense de leurs revendications.

Unis, sans distinction de nationalités ni d'opinion, ils font face avec un courage insurmontable.

Camarades,

Vous devez aider vos frères de Campine en lutte.

Le combat des mineurs campinois est le vôtre ; leurs intérêts sont liés aux vôtres.

Votre solidarité doit être agissante. AIDEZ-LES !

Organisez l'aide financière, récoltez des fonds ; les enfants de Campine doivent manger, comme les vôtres, comme tous les enfants.

Organisez des arrêts de travail, en signe de solidarité.

Marquez votre soutien en adressant des messages au :

PERMANENT KOMITEE — Genksweg — 204 — HASSELT.

Allez rendre visite aux travailleurs qui montent la garde devant leurs fosses pour empêcher la trahison des jaunes.

La lutte contre le patronat toujours plus rapace devient de plus en plus dure. Le combat pour des conditions d'existence décentes, contre la destruction du patrimoine de travail, est un combat dirigé contre le capitalisme international, oppresseur des peuples, responsable de crimes innombrables contre l'humanité.

Camarades ! PRENEZ PLACE DANS LA GRANDE LUTTE AUX COTES DE VOS FRERES.

Distribué aux métallurgistes, glissé dans le « Clarté » de propagande:

Solidarité — Unité des travailleurs — Action.

Camarades,

Depuis plusieurs jours, plus de 20.000 mineurs flamands et immigrés de toutes nationalités sont en grève dans le Limbourg.

Ils exigent une augmentation de salaires de 15 pour cent. Ils refusent les aumônes qu'on veut leur accorder. Ils dénoncent la complicité des bonzes syndicaux et des patrons qui veulent les obliger à capituler. Sans indemnités de grève, sans ressources, ils ont constitué leurs comités de défense et, seuls, ces comités sont habilités à les défendre.

Camarades ! Vous ne pouvez pas les laisser seuls dans la lutte contre le patronat rapace. Aidez-les.

Organisez des arrêts de travail. Envoyez des messages et une aide financière au Permanent Komitee.

LES MINEURS DU LIMBOURG

Continuons le Combat !

Le comité Permanent vous informe

Les 15 pour cent DOIVENT ET PEUVENT ÊTRE OBTENUS !

Pourquoi ?

Il le faut parce que les mineurs belges sont beaucoup moins payés qu'à l'étranger ; ils font un travail très dur et très utile.

OUI, IL Y A DE L'ARGENT ! OUI, LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PEUT PAYER ! !

« On » dit qu'il y aurait des pertes ! « On » ment ! !

L'Etat accordera jusqu'en 1963 424 millions à la S. A. Dumont.

384 millions à la S. A. Beringen.

276 millions à la S. A. Zolder.

C'est pourquoi les propriétaires des mines étaient capables de payer à leurs actionnaires en 1968 des profits énormes :

100 millions à la S. A. Dumont.

135 millions à la S. A. Beringen.

125 millions à la S. A. Zolder.

L'ARGENT de la COMMUNAUTE coule dans les poches du GRAND CAPITAL. Et pour les mineurs 15 pour cent ce serait trop ?

OU EN EST NOTRE LUTTE ?

— les mineurs de Eisden participent à la lutte : les mines ne fonctionnent plus. 23.000 grévistes !

ET LA GREVE S'ETEND ENCORE !

— Les dockers d'Anvers sont venus au Limbourg et ont promis de ne plus décharger du CHARBON AMÉRICAIN !

— Bell et General Motors préparent également une action de solidarité !

— Les étudiants d'Anvers, Gand, Louvain, Hasselt, Bruxelles, Liège... distribuent des tracts de solidarité.

Etudiants-Ouvriers, un front !

— Des tracts ont été distribués à Ford Genk.

CONTINUONS LE COMBAT : les syndicats doivent reconnaître la grève et verser le paiement de grève.

Malgré la terreur en Espagne

La grève des mineurs asturiens (augmentation de la prime de fin d'année, opposition au nouveau carcan syndical et aux licenciements) entre dans sa cinquième semaine.

La terreur s'abat, les sanctions pleuvent bien en vain. (Trois mille « suspensions » d'emploi et de salaires ; plus de huit cents comparutions devant le tribunal d'« ordre public » pour « activisme dans le bassin houiller » et « adhésion à des partis clandestins ».) Les bonzes syndicaux yankees — franquistes, inspirés sans doute par les technocrates de l'Opus Dei, larvaient devant les « malheureuses victimes », leur proposent hypocritement des « conciliations » à l'occidentale, arguant de la « bonne foi » du gouvernement. Peine perdue. La lutte se poursuit, plus âpre que jamais.

Les mineurs des puits de Léon sont partis en grève. Leurs revendications rejoignent celles de leurs frères asturiens.

A Barcelone, la grève s'est amplifiée chez « Maquineros Terrestres y Maritimes ». Le patronat a décrété le lock-out. La firme yankee « Seat » (touchée elle aussi par des grèves dites « sauvages ») ayant annoncé le licenciement immédiat d'une dizaine de « meneurs », plusieurs centaines d'ouvriers ont aussitôt déposé l'outil en signe de protestation.

Lock-out aux « Astilleros de la Cadix S.A. » (Séville) où les techniciens et les employés se sont joints aux 2.300 ouvriers en grève.

D'autre part, les luttes revendicatives tendent à se multiplier du côté de Bilbao et de Pampelune.

G. S. P. ALBERT

Les "Rouges" occupent l'usine !

G.S.P.-Albert fabrique des machines-outils. Les ouvriers sont en grève depuis le 20 janvier pour la parité des salaires avec les 2 autres usines du groupe : celle de Courbevoie et celle de Chateaudun. Le patron de G.S.P. tient à battre le record des plus bas salaires d'Albert. De plus, les cadences augmentent sans cesse.

Chez G.S.P. le syndicat C.G.T. est réputé pour être dur et combatif ; c'est lui qui mène la danse. Les ouvriers ont déclenché la grève juste après la paye pour avoir des réserves avant la bagarre. Maintenant ils occupent l'usine et s'organisent bien : piquets de grève solides ; tous les gars sont mobilisés, le soutien matériel s'organise, un ciné-club leur projette « le sel de la terre », qui est un film sur l'organisation d'une grève... bref, les gars savent ce qu'ils font, et le moral est excellent.

D'ailleurs à Albert on ne plaisante pas avec la grève : à Albert c'est classe contre classe : à côté d'une classe ouvrière nombreuse et expérimentée il existe une frange de bourgeois fascistes, dirigée par des petits patrons et organisée en C.D.R.

Chaque nuit ou presque les C.D.R. tentent des provocations, chaque nuit ils frisent la roclée. Dans la nuit du 28 encore, une voiture de C.D.R. qui provoquait une équipe de collage du **Conseil Ouvrier d'Albert** a été un peu cabossée et passablement peinte en rouge. A titre d'avertissement !

Bien sûr, tout cela, et surtout la combativité du syndicat C.G.T. de G.S.P. ne plait pas tellement aux hommes de l'U.D. Ceux-ci font courir des bruits dans les autres usines :

— « Les gars de G.S.P., ils veulent tout avoir, ils ne sont pas réalistes, **ce sont des rouges** ».

Bien entendu l'U.D. ne fait rien : pas de solidarité, pas de propagande, ils espèrent que ça va pourrir. Dans la Somme, depuis les grèves de DIMPRES et St-FRERES, c'est toujours la même chose : l'U.D. ne fait rien au démarrage, si la grève tient elle se met à la tête, enfin quand le porte-monnaie est vide, elle négocie pour des miettes.

Il n'est pas sorcier de prévoir qu'elle va tenter quelque chose du même genre à G.S.P. : en tout cas elle est bien partie pour ça.

Le premier enseignement de la grève c'est la fissure de plus en plus grande dans la V.G.T. : à côté des Lemaire et des Paille-la-matrique qui tiennent l'U.D., il existe des syndicats de base combatifs et « **rouges** ». Si cette C.G.T.-là est « rouge » nous sommes avec elle.

En effet : le mot d'ordre de **Comités de Base**, lancé dès 68 par le Parti Communiste marxiste-léniniste de France, est et reste l'aspect principal de la ligne en France, car quelque soit la situation dans une usine, un principe reste fondamental :

Organiser les ouvriers les plus conscients et combatifs, indépendamment des bonzes et des Judas. Ne pas permettre aux bonzes et aux Judas d'écouter les plans des ouvriers en lutte contre le patron. Car nous savons que de l'oreille du bonze à celle du patron il n'y a pas loin.

Toutefois il faut reconnaître que de plus en plus de syndicats d'usine sont combatifs et s'opposent à la ligne de trahison des bonzes briseurs de grève. C'est que tout naturellement les yeux s'ouvrent chez les travailleurs et aussi que nos idées commencent à faire leur effet. Plus ça ira, plus les fissures seront grandes entre les bonzes et la base y compris dans la C.G.T.

Pour l'action, ça ne prête pas encore à conséquence, car l'U.D. finit toujours par s'imposer quand le moral tombe : elle seule connaît toutes les ficelles du métier, les lois, et la négociation. Mais pour la progression de nos idées dans les masses, c'est important.

Toutefois, quelque chose nous dit que cette fois Lemaire aura du fil à retordre.

Le **Conseil ouvrier d'Albert**, celui d'Amiens, et divers jeunes sont au coude à coude avec les grévistes, collent des affiches, distribuent des tracts et collectent.

Dès maintenant nous demandons aux différents Comités de Base ou Conseils Ouvriers, surtout aux camarades travaillant à Courbevoie et Chateaudun d'aider la grève. Quand des « rouges » occupent une usine, nous devons être avec eux.

N.B. — Les camarades de chez Line, à Albert, devraient également cesser le travail. Car Liné est rattaché à G.S.P. et continue à fournir les usines de Courbevoie et Chateaudun.

Correspondant H.R.

BABCOCK A St-NAZAIRE :

CLASSE CONTRE CLASSE

Depuis six mois, nos cahiers de revendications sont enterrés. Aujourd'hui, la direction de Babcock-Atlantique est en visite. Nos syndicats ont-ils le courage d'emmener la base poser elle-même ses revendications, comme elle l'a fait en septembre dernier avec succès ? NON ! A ce mode de lutte, les syndicats préfèrent comploter en vase clos. Nos dirigeants syndicaux suivent la ligne des directions nationales qui traînent de rendez-vous de salons en rendez-vous de mars. Mais est-ce là LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE ?

SE ? Non, c'est de la **COLLABORATION DE CLASSE** !

Il ne faut plus compter sur les lâches qui dirigent nos syndicats. Il nous faut prendre en main directement la défense de nos intérêts et reconstituer usine par usine une véritable Centrale Syndicale Révolutionnaire qui ne nous apprend plus « comment faire nos déclarations d'impôts, mais comment abolir à jamais le salariat et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Comité de Défense de l'Humanité Rouge. Saint-Nazaire.

Debâcle réviso-réformiste aux élections syndicales de la Mutualité Sociale Agricole des Bouches-du-Rhône

Nous avons relaté précédemment comment les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. bradèrent, en juillet 1968, la grève de 46 jours des employés de la Mutualité Sociale Agricole (M.S.A.) des Bouches-du-Rhône, par-dessus la tête des dirigeants de la section syndicale et comment celle-ci passa presque toute entière à la C.F.D.T. Cette adhésion à la C.F.D.T. n'avait d'autre but que d'utiliser les structures libéralistes de cette centrale pour pouvoir poursuivre un travail syndical positif, devenu impossible à la C.G.T.. Elle n'impliquait, bien entendu, aucune approbation des thèses réformistes des dirigeants de cette centrale. Depuis, les militants syndicalistes de la M.S.A. se sont tenus constamment sur le terrain de la lutte de classe, ce qui leur a valu, contre vents et marées, une confiance accrue de la part des employés.

Les ruines du syndicat C.G.T., des jaunes, pour une bonne proportion d'entre eux, se sont vite rendus compte qu'ils ne pourraient détacher, à eux seuls, la majorité du personnel de ces militants intègres et désintéressés. Aussi s'est-elle rapidement acoquinée avec F.O. « un moment de honte est vite passé ». Deux groupuscules associés réussiraient à coup sûr à mener cette tâche à bien, pensaient-ils.

Las ! Les élections syndicales qui ont eu lieu le 28 avril dernier ont sonné le glas de leurs espoirs.

La liste C.F.D.T., présentée par ceux qui menèrent la lutte des 46 jours de mai à juillet 1968, obtient 67 voix dans le collège employés soit les 2/3 des suffrages et 4 élus (2 titulaires et deux suppléants). La liste des magouilleurs F.O./C.G.T. avec 44 voix (et 40 en moyenne) et deux élus : une titulaire C.G.T. et une suppléante F.O.

Précisons que l'élu C.G.T. fut une des rarissimes employées de la M.S.A. à travailler pendant la grève : on a les élus qu'on mérite !

La liste commune, outre son caractère cyniquement électoraliste, aura été un fiasco. Plusieurs électeurs C.G.T. ayant rayé les candidats F.O. de la liste commune et vice-versa, la tendance n'était pas à « l'unité » entre F.O. et C.G.T., lors du dépouillement, chacun accusant l'autre de trahison !

Ils avaient pourtant promis la lune dans les meilleures traditions de la farce électorale. N'avaient-ils pas avancé, par exemple, la revendication d'un parking pour le personnel. Les bureaux de la M.S.A. étant situé dans un quartier (rue d'Italie) où de tels travaux sont rigoureusement impossibles, cet article du « programme commun » F.O./C.G.T. avait suscité une bonne humeur générale. On s'en tape encore sur les cuises.

A ces promesses irresponsables et destinées à l'oubli sitôt les élections passées, nos amis se sont bornés à répondre dans un tract distribué au personnel :

Dans un cas aussi sérieux, nous évitons de vous dire : « votez pour tels ou tels candidats », le syndicat n'étant pas une entreprise commerciale spécialisée dans les « ventes réclames ».

Il y a deux conceptions opposées du syndicalisme. Le personnel a tranché en toute clarté et sans équivoque !

Et maintenant, nos amis, qui savent que la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ne sortira pas des urnes, se préparent aux luttes prochaines, fiers de la confiance accrue de leurs camarades de travail.

Au Foyer africain d'Aubervilliers, la lutte continue !

Les locataires se sont organisés, ils sont décidés à venger la mort de leurs camarades.

Ils refusent de continuer à vivre à 8 par pièce de 1,5 m sur 4,5 m, avec un W.C. pour 30 locataires et verser pour ça 70 francs par mois, alors que le gérant ne s'occupe même pas des draps, du chauffage, des poubelles et menace même encore cette semaine de refaire couper l'eau et l'électricité.

Pour cela, les habitants du foyer se sont organisés : ils se sont choisis des délégués, ont désigné un nouveau gérant et son adjoint, qui bénéficient de la confiance de tous les locataires et sont décidés à prendre en considération leurs besoins.

Leur objectif immédiat est d'obtenir le départ du gérant actuel. Pour

l'exiger, ils sont décidés à ne plus rien payer au propriétaire, à faire la grève des loyers.

Dans leur lutte, les travailleurs du foyer savent bien qu'ils n'ont rien à attendre de leur ambassade, de la préfecture, du patronat. C'est pourquoi ils doivent pouvoir compter sur le soutien de la population d'Aubervilliers.

Soutenons l'action des travailleurs africains de la rue des Postes.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, TOUS UNIS !

Les réunions professeurs-Elèves du lycée d'Aubervilliers, 146, rue des Cités.

Tract diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires sur Aubervilliers.

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS
TOUS UNIS !**

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO

« Pendant une période déterminée, il y a toujours une tendance principale, qui dissimule en même temps une autre tendance.

Par conséquent dans la lutte contre la tendance de droite il se peut que la tendance gauchiste fasse son apparition et dans la lutte contre la tendance gauchiste il se peut que la tendance de droite fasse son apparition ». (Citation récente).

« La façon dont certains camarades envisagent les choses n'est pas juste. Ils ne considèrent pas ce qui est essentiel, dominant, et insistent sur des questions non essentielles, secondaires. Je ne dis pas que celles-ci doivent être négligées : il faut les résoudre une à une. Mais nous ne devons pas les confondre avec ce qui est essentiel, dominant, sous peine de perdre notre orientation. » (Sur le problème de la coopération agricole).

« Pour combattre les déviations « de gauche » et de droite au sein du Parti, nous devons déterminer notre politique selon les circonstances concrètes. Par exemple quand notre armée remporte des victoires, c'est contre les déviations « de gauche » qu'il nous faut être en garde ; quand elle subit des défaites ou ne gagne que peu de batailles, c'est contre les déviations de droite. » (Sur quelques questions importantes de la politique actuelles du Parti.)

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DURANT L'HIVER

Un exemple : celui des travailleurs tunisiens à GRENOBLE. L'entreprise GROS (siège à DON-MARIN) embauche, dès le début décembre des Tunisiens. Mi décembre, à cause du froid, le chantier est en intempérie. Le patron, lui, vit bien, mais les travailleurs qu'il vient d'embaucher ne bénéficient pas des indemnités d'intempérie. Le droit bourgeois donne un nouvel exemple de faveurs à l'égard du patron ; comme il faut effectuer 200 heures réglementaires de travail pour toucher l'indemnité (plus d'un mois de travail d'ordinaire) le patron garde les ouvriers et ne les paie pas ! Il les paye par-dessus le marché dans des baraquements non chauffés...

Non seulement le droit, mais l'administration, l'Etat est au service du patronat. Ces travailleurs sont rentrés par les soins de l'Office national d'immigration. Cet office « spécialisé » sait bien qu'il existe un hiver, qu'il existe le froid et les « intempéries », que les travailleurs étrangers risquent donc de ne pas bénéficier des indemnités, et comment vivre alors ? Mais entre l'intérêt des travailleurs et les bénéfices patronaux, le choix est vite fait.

Dénonçons sans cesse l'exploitation qui frappe nos frères immigrés !

Leurs luttes sont les nôtres, forçons l'unité de la classe ouvrière !

Le travail politique et d'organisation vers nos frères immigrés, pour forger l'unité de combat entre travailleurs français et étrangers, à toujours été un point important du programme de l'avant-garde marxiste-léniniste. Leurs conditions de vie et de travail, leur place dans la production rend essentiel leur participation à la prise du Pouvoir d'Etat. (cf. Rapport Jurquet Programme. En avant pour une démocratie populaire fondée sur la Dictature du Proletariat). La révolution transforme de fond en comble le sort de nos frères de classe.

Toutefois, quand l'orientation générale est donnée, nous devons concentrer notre attention sur les méthodes de travail.

C'est à ce sujet que l'expérience de militants des C.D. H.R. et autres militants révolutionnaires sont très différentes et ont plus ou moins de succès.

Nous devons donc savoir quelles sont les formes de lutte et les formes d'organisation qui feront avancer notre travail actuellement.

De vastes bilans et de larges confrontations, à l'échelon régional, dans le cadre du Front Uni deviennent de plus en plus nécessaires, avec bien sûr la participation de travailleurs immigrés eux-mêmes.

A nous Marxistes-léninistes d'impulser la juste ligne qui correspond à l'étape tactique actuelle.

A notre journal d'ouvrir ses colonnes pour permettre cette confrontation.

Déjà, à partir de quelques bilans, sur des travaux qui s'étendent sur 15 ans (souvent démarrés avant ou pendant la guerre d'Algérie) nous pouvons constater que, dans la plus-part des cas, l'Alphabétisation, n'est pas toujours la forme de lutte la plus efficace pour organiser les travailleurs immigrés, avancés et moyens, pour les unir aux travailleurs français car elle est en retard sur le niveau de conscience de beaucoup et ne part pas de leur principal objet de lutte : Travail et Logement.

Déjà nous pouvons aussi constater que l'attaque de commissariats, au cœur des bidonvilles, par de jeunes français et un ou deux immigrés seulement, comme le fit le groupe dit « Nouvelle résistance populaire », ne correspond pas non plus au stade tactique actuel. Si Ahmed Kéloufi est expulsé hors de la France, c'est par une mobilisation dans les usines et en s'organisant, que les travailleurs français et immigrés tous unis feront échec à de nouvelles provocations de ce genre ; et non par une action principalement militaire et spectaculaire.

En avant donc pour une vaste confrontation régionale dans le cadre du Front Uni.

Travailleurs Français et Immigrés, tous unis.

LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION DANS L'ARMÉE BOURGEOISE

A RENNES, LE 6 FEVRIER : PROCES DE SOLDATS DU CONTINGENT, TROUVES EN POSSESSION D'UN JOURNAL

Les militants marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité Rouge voulaient faire l'unité à la base pour la libération des soldats emprisonnés, contre la répression, contre l'armée bourgeoise.

Mais il apparut vite que Rouge, après la création au sommet avec le P.S.U. d'un Comité national pour la libération des soldats emprisonnés, ne visait, par des méthodes bureaucratiques (tracts et affiches tirés sans que les militants puissent donner leur avis, etc...) qu'à amener le plus de monde possible écouter Rocard et Krivine, le jeudi 29 janvier aux lices. En effet, le tract par exemple, ne critiquait que le régime intérieur de l'armée, sans le relier au fait que c'est une armée bourgeoise.

Des forces progressistes, C.A., U.N.E.F., U.D.B., etc... refusèrent une pareille manœuvre. De leur côté, les militants marxistes-léninistes mènent une action autonome contre l'armée impérialiste, la répression, la fascisation (voir le tract, une camarade H.R. prit la parole au meeting).

Les révisionnistes du P.C.E.F., en refusant de s'associer à la lutte (taxée d'aventuriste !) contre la répression et l'armée bourgeoise ont montré une fois de plus leur trahison complète. Il ne reste plus rien du glorieux parti d'André Marty qui soutint les mutins de la mer noire !

Une bande de fascistes, composée surtout par la police privée de Citroën, voulut troubler le meeting, mais elle a été repoussée par des militants progressistes. La fin du meeting montra une fois encore le manque de détermination de Krivine et de Rocard dans la lutte contre la répression. Krivine coupa le mot d'ordre spontané « le fascisme ne passera pas » en respectant les conditions des C.R.S. pour sortir de la salle.

CONTRE LA REPRESSION,
CONTRE L'ARMÉE BOURGEOISE,
CONTRE LA FASCISATION,
FRONT UNI A LA BASE ET
DANS L'ACTION !

LA PARADE DES TARTUFFES

La presse a fait une publicité inhabituelle à la réunion organisée par l'Armée du Salut, le 27 janvier sur le thème de la lutte contre « la drogue, l'érotisme et la pornographie » (sic).

A vrai dire, il n'y a pas de quoi être surpris. Cette campagne bien-pensante qui se développe sous l'impulsion des milieux les plus réactionnaires, a l'avantage de détourner les simples gens des vrais problèmes : oppression et exploitation capitalistes, répression policière, scandale du logement, etc...

D'ailleurs une campagne du même genre fut entreprise par les colonels grecs le lendemain de leur coup d'état. Quant aux officiers fascistes israéliens, ils enfourchent le même canasson fourbu, sous le signe de ... l'anticommunisme. Oyez plutôt, bonnes gens :

« Le communisme international sait parfaitement que certains groupes résistent à sa propagande, et que la famille est de ceux-là, c'est pourquoi il essaie de détruire les valeurs morales... ».

MM. les officiers de l'Armée du Salut sont en bonne compagnie. D'ailleurs, parmi les participants de ce mémorable meeting, figurait l'honorable M. Claudius Petit, homme politique et businessman bien connu. Ce bienfaiteur de l'humanité y a stigmatisé le pourrissement de la jeunesse en termes virulents :

« Ce qui est en cause c'est tout ce qui conduit au pourrissement de la jeunesse. (...) Ce sont ces jeunes-là qui nous mèneront à toutes les dictatures ».

Que voilà qui est bien dit !

Mais revenons sur terre : M. Claudius Petit n'est autre que le principal manitou de la « Logirem », entreprise éminemment philanthropique qui extorque aux travailleurs immigrés des loyers astronomiques pour l'occupation de locaux indignes d'être humains, tels les fameux « tonneaux » du Grand Arénas à Marseille.

M. Claudius Petit, figure de proue de la croisade bien pensante tire ses revenus de l'exploitation de travailleurs condamnés à s'entasser à plus de dix (parents et enfants) dans des « logements » de deux pièces, sans eau, sans gaz et sans tout à l'égout. Il est vraiment bien placé pour jouer les moralistes ! Mais ainsi sont les bourgeois : « Cachez ce sein, — et ce bidonville, — que je ne saurais voir. »

Tartuffe... va !

PAS BESOIN DE LES RETENIR ! ILS NE FERONT PAS DE MALHEUR !

Beaucoup de travailleurs ont relevé la différence de ton chez les bonzes C.G.T. de l'E.D.F. avant et après leur référendum.

Avant, il parlaient de « balayer le contrat de progrès si les modifications qu'ils demandaient n'y étaient pas apportées ».

Après, il n'était plus question que de « reprendre les négociations ».

Dans la « Vie Ouvrière » du 28 janvier, Pauwels, Secrétaire général de la Fédération CGT de l'E.D.F., montre que ses rodomontades d'avant référendum sont désormais bien passées...

Certes, il commence bien par indiquer que si le gouvernement et la direction ne reprennent pas les négociations, ils porteront la responsabilité des affrontements qui pourraient se produire.

« Pourront », la bonzocratie ne se mouille pas ! Et à la question : Envisagez-vous l'éventualité de la grève ? Pauwels répond :

De deux choses l'une : ou la négociation est réouverte et nous discutons. Ou elle ne l'est pas et, dans ce cas, nous verrons quel type d'action nous pourrions envisager. Que ferons-nous exactement ? C'est difficile à prévoir dès aujourd'hui. Des formes d'actions, il y en a des quantités et la grève n'en est qu'une parmi toutes. Nous choisirons au moment voulu la forme d'action la plus efficace. rien ne presse, dit-il en substance.

« Au moment voulu »... Mais On sait comment Pawels et ses complices de la C.F.D.T. ont liquidé la dernière grève, donnant l'ordre de reprise 10 heures plus tôt que prévu, sous prétexte de « civisme », à la première injonction du pouvoir et de ses C.D.R.

Au moins, les travailleurs de l'E.G.F. (et pas seulement eux !) auront-ils vérifié que la satisfaction de leurs revendications ne sauraient sortir des urnes.

Unis à la base et dans l'action malgré les bonzes corrompus et diviseurs, ils sauront engager et mener à bien les luttes qui mettront à genoux le pouvoir des monopoles !

PRÉPARONS LA CONFÉRENCE NATIONALE DES CHEMINOTS

LA SITUATION EST GRAVE !

Après les grèves avortées en juillet et août 1969, devant les revendications de la base des roulants, des agents de train et contrôleurs, les directions syndicales ne purent pas empêcher le déclenchement de la grève des roulants en septembre. Néanmoins, les bonzes s'entendirent à merveille pour maintenir le mouvement uniquement chez les roulants, en mettant en avant seulement la réforme du règlement P4R. Ils oublièrent intentionnellement que les sédentaires avaient eux aussi un P4, qu'ils ont marre également des roulements inhumains, des nuits longues, du travail les dimanches et fêtes, des coupures, etc...

Alors qu'il était impossible de faire un mouvement de tous les cheminots pour LES 40 HEURES de suite et sans étape, pour une véritable refonte des P4R et S, les dirigeants syndicaux embrouillant à merveille les cartes, ont obligé les roulants à reprendre le travail, en prétendant avoir obtenu « UNE VICTOIRE POSITIVE, LA S.N.C.F. ETANT AU BOUT DE SES POSSIBILITES... ».

Aujourd'hui, avec les nouveaux roulements, tous les roulants ont pu constater par eux-mêmes, l'immensité de cette duperie. Les roulements sont aussi tendus qu'avant et pour le même nombre de trains à assurer, la fameuse « refonte du P4 » n'a entraîné aucune amélioration sensible, comme prévu. Si l'on considère que les roulants ont perdu jusqu'à environ 40 000 AF par mois pour sept jours de grève, c'est que l'on s'est bien moqué d'eux, à la direction des syndicats, comme la S.N.C.F.

Mais cette trahison des bonzes, n'est pas la première. Elle fait suite à celle de Grenelle qui a vu tous les syndicats, sans exception, brader le plus grand mouvement de masse révolutionnaire depuis 1944. Tous ont signé l'accord cadre, le 11 juillet 1968, qui consacre le démentellement de la S.N.C.F.. Tous

ont ainsi donné leur accord écrit pour la disparition, en quelques années de 100 000 cheminots, de 12 000 kilomètres de chemin de fer, notre gagne-pain. Tous ont été d'accord pour la fermeture d'établissements. Combien de cheminots sont-ils condamnés à quitter leur dépôt, atelier, V.B., gare ou triage et les petites lignes ? Pourquoi un tel accord a-t-il été signé sans que les cheminots soient consultés et d'abord informés ?

Cela suffit-il aux dirigeants syndicaux ? NON ! Ils en ont inventé d'autres. Ils négocient sans arrêt dans les couloirs depuis Grenelle ! Depuis des mois ! des palabres... des mots... des discours ! Il y en a marre ! Et qu'ont-ils pondu ces dirigeants syndicaux ? Sur quoi se battent-ils dans les « négociations véritables » ?

LES 40 HEURES !

Abandonnant la revendication des 40 HEURES DE SUITE, SANS ETAPES, ils ont tous été d'accord, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., F.G.A.A.C., C.F.T.C. pour demander « DANS L'IMMEDIAT 1 h 30 » et LE RESTE PAR ETAPE JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1974 ! croyez-vous que la S.N.C.F. va accepter ? Puisque les syndicats partagent eux-mêmes la poire en deux, la S.N.C.F. propose maintenant 1978 pour les 40 heures, contre une productivité de 1 milliard de tonnes-kilomètre !

Avec cette capitulation des syndicats, les 40 heures, nous les aurons à la St-GLINGLIN, à moins que, perdant patience, nous l'imposions par la suite à la base.

Les 40 heures, nous les avions en 1936 avec 600 000 cheminots et pour un tonnage de marchandises transporté à moitié de celui d'aujourd'hui ! Le gouvernement nous a escamoté les 40 heures à la faveur de la guerre, et à la libération grâce à la complicité de ceux qui déjà criaient « RETROUSSONS LES MANCHES ! CELA IRA ENCORE MIEUX ! », oubliant que si cela allait mieux, c'était uniquement

pour les capitalistes. La S.N.C.F. veut réduire les horaires, à condition que cela entraîne un accroissement du volume de travail et une diminution des effectifs. NOUS DEVONS DIRE NON A L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE ! NON A LA BAISSSE DES EFFECTIFS ! LA S.N.C.F. PEUT PAYER ! IL N'Y A PAS DE DEFICIT ! LE DEFICIT EST UN MENSONGE, UNE INVENTION POUR POUVOIR DIRE NON A NOS REVENDICATIONS ! ET LES SYNDICATS S'INQUIETENT DU DEFICIT AVANT DE S'INQUETER DU SORT DES CHEMINOTS !

LA REFORME DE LA REMUNERATION SALAIRES

Les dirigeants syndicaux sont prêts à signer un nouvel accord de dupe sur la réforme de la rémunération. Cette réforme, qui serait étalée sur 3 ou 4 ans (selon les syndicats) remplacerait les 20 échelles à deux indices A et B, par 10 échelles à 4 indices chacune, soit 40 échelles dans les deux cas. Quel progrès ? En outre, l'examen des propositions faites, nous a fait constater une NOUVELLE AGGRAVATION DE LA HIERARCHIE.

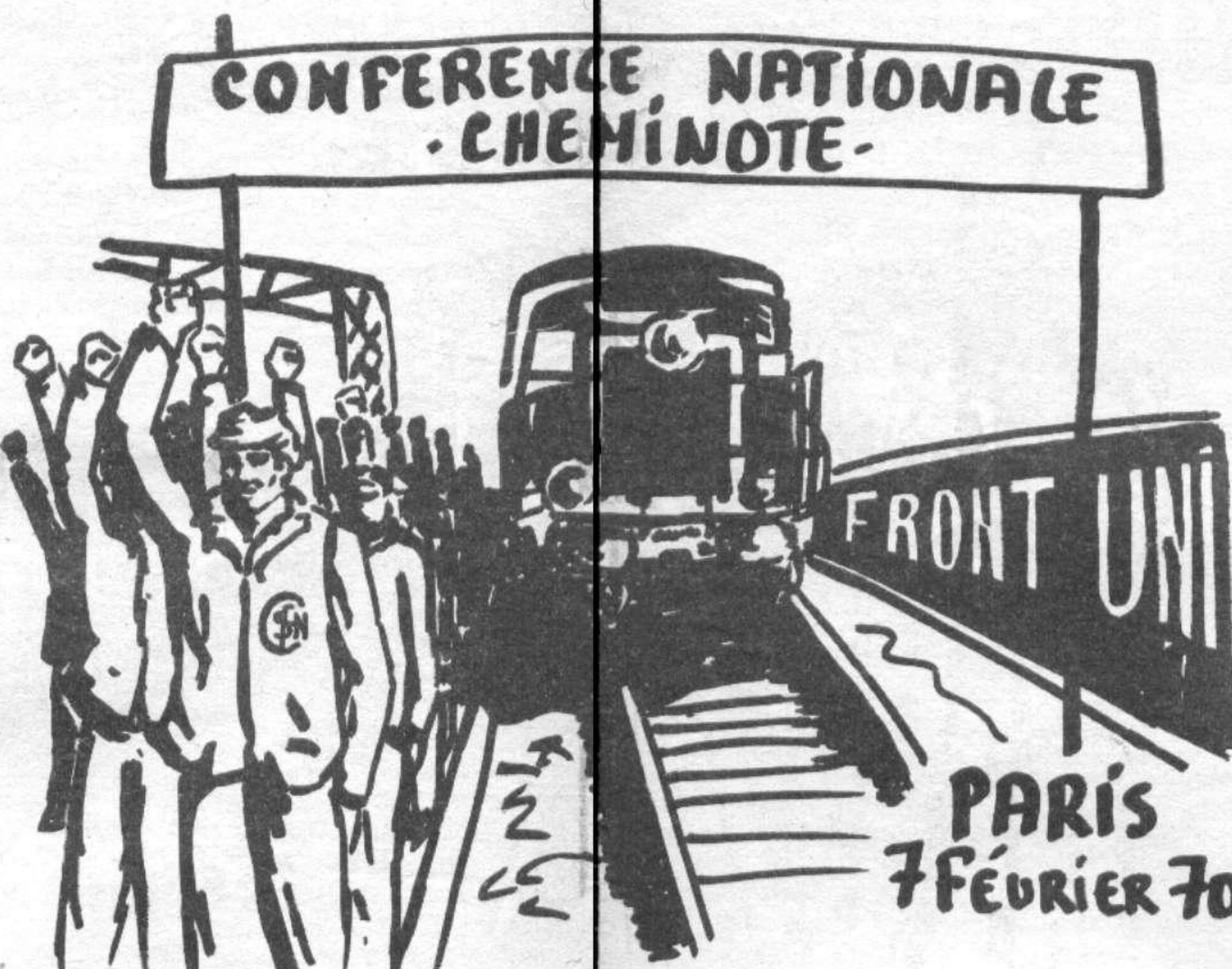
Ainsi, les augmentations de coefficients seraient ridicules pour les échelles actuelles 2-4-5, à peine plus forte pour l'échelle 3. Mais cela ferait une diminution des salaires à l'échelle 8 et le statu quo aux échelles 6 et 7. Par contre, LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS SERAIENT, COMME TOUJOURS, POUR LES CADRES, en particulier les échelles 9, 10, 11, 12, 13, 17, 18 et 19. Voilà donc ce qui se trame actuellement dans les couloirs. Et, pour cette prétendue réforme, la S.N.C.F. demande, bien entendu LA RENONCIATION AU DROIT DE GREVE RECONQUIS INTEGRALEMENT EN MAI 1968 (mise à bas du préavis de 5 jours). CETTE RENONCIATION EST INDISPENSABLE A LA S.N.C.F. POUR APPLIQUER SON PLAN

en journées pour supprimer les récupérations (obligation leur est faite de travailler 4 samedi par an, toute la journée). Leur cas n'est pas unique, c'est celui de tous les cheminots soumis à la règle de la semaine anglaise. C'est pourquoi leur action intéresse tous les cheminots de France.

— Avec les 46 heures, en 1962, les cheminots sédentaires de Clermont-Ferrand (comme ailleurs) durent récupérer deux samedis par an.

— Avec les 44 h 30, à Grenelle, en 1968, ces deux récupérations furent portées à quatre, alors que les syndicats auraient dû faire pression à ce moment là pour les supprimer. Il y avait la force (12 000 000 de grévistes). En 1936, alors que B. Frachon était encore révolutionnaire, on avait obtenu les 40 heures d'un seul coup ! Mais entre Frachon 1936 et Frachon 1968, il y a eu le drame international du révisionnisme.

La C.G.T., qui ne fait donc rien pour arracher les 40 heures d'un seul coup, selon les intérêts de la



DEMENTIEL DE DESTRUCTION DU CHEMIN DE FER pour remettre aux capitalistes routiers le transport des marchandises et voyageurs.

CAISSE DE PREVOYANCE, CAISSE DE RETRAITES !

La liquidation de nos garanties et droits acquis ne s'arrête pas là. L'offensive patronale est générale, la complicité des syndicats est totale. Déjà, il est question de brader la Caisse de prévoyance et la Caisse des retraites, si glorieusement défendues par les grèves de 1953. L'une ne peut aller sans l'autre. DE GAULLE avait déjà annoncé, en 1958, qu'il mettrait TOUT LE MONDE A LA SECURITE SOCIALE à laquelle il s'est d'ailleurs attaqué par les fameuses ordonnances. Pour cela, il fallait CREER LE DEFICIT DES DEUX CAISSES. C'est fait pour la Caisse de prévoyance depuis 1967. Mais c'est artificiel. A force que nos salaires prennent du retard sur le coût de

la vie, par rapport aux frais pharmaceutiques (les profits des trusts pharmaceutiques ont augmenté de 42 % en 1969 par rapport à 1967 - revue patronale « Entreprise »), nos cotisations, fonction de nos maigres salaires, sont insuffisantes à alimenter les Caisse. Faire effectuer le travail à 300 000 cheminots au lieu de 600 000 (1938), cela a diminué nos cotisations globales de moitié, pour un bénéfice net à la S.N.C.F., qui ne cotise bien entendu que pour 300 000. Alors pourquoi les syndicats semblent-ils accepter ce déficit comme quelque chose d'inévitable ? IL FAUT FAIRE PAYER LES PROFITEURS ! NOUS DEVONS REFUSER D'ALLER A LA SECURITE SOCIALE, ELLE-MEME MISE EN DEFICIT PAR LE POUVOIR DES MONOPOLES ! QUE LES PATRONS NOUS RENDENT CE QU'ILS NOUS VOLENT ! CE QU'ILS TIRENT DE NOTRE SUEUR ! AU CONTRAIRE, ALIGNONS LES REGIMES DE LA SECURITE SOCIALE SUR CEUX DE LA S.N.C.F. ET LA RETRAITE A 55 ANS

SOUS L'ÉGIDE DE «FRONT UNI» A PARIS LE 7-2-70

POUR TOUS (les roulants à 50 ans) ! POURQUOI PAS ? QU'Y A-T-IL DE DEMAGOGIQUE MESSIEURS LES DIRIGEANTS SYNDICALISTES ? EST-CE DEMAGOGIQUE, EN CES TEMPS DE LA MODERNISATION ET DE LA TECHNIQUE, D'EXIGER LE MAINTIEN DE NOTRE STATUT QUI DATE DE 1911 ? ET CE QUE L'ON A ACCORDE (par la lutte) en 1911, NE PEUT-ON LE DONNER AUX AUTRES TRAVAILLEURS EN 1970 ? CEUX QUI PARLENT DU DEFICIT DE LA C.P. PREPARENT IDEOLOGIQUEMENT LA SUPPRESSION DE LA C.P. ET DE LA CAISSE DES RETRAITES PAR LE POUVOIR DES MONOPOLES.

LIBRE CHOIX DU MEDECIN !

Nous disons aussi, que le MAINTIEN DE LA CAISSE DE PREVOYANCE NE DOIT PAS SE BRADER CONTRE LE LIBRE CHOIX DU MEDECIN. Conservons la C.P. et exigeons en plus le libre choix. Ce sont là deux choses différentes, mais complémentaires ! Il est inadmissible et contraire au respect de la personne humaine, d'imposer tel médecin au malade, surtout lorsque celui-ci est en même temps le médecin du travail pour le compte du patron. Il peut aussi utiliser le dossier médical de l'agent pour les besoins de la médecine du travail, donc pour la SNCF, contre le malade. C'est une violation du secret médical utilisé contre l'agent, pour l'enlever parfois d'un poste de sécurité, le dégrader, donc lui diminuer sa paye. EXIGEONS LE LIBRE CHOIX, GRATUIT, DU MEDECIN, L'INDEPENDANCE DE LA MEDECINE DE SOINS PAR RAPPORT A LA MEDECINE DU TRAVAIL ! EXIGEONS QUE TOUS AGENT ENLEVE DE SON EMPLOI POUR MOTIF DE SANTE, CONSERVE SON GRADE, SON AVANCEMENT NORMAL DANS LA FILIERE, LA GARANTIE DE SON SALAIRE !

Qu'on ne voit plus des agents refusant de se soigner, refusant d'aller voir le toubib, de peur de se voir changé d'emploi, qu'on ne voit plus des cheminots allant voir le médecin de leur choix, en cachette, à leur frais, pour échapper au contrôle répressif de la médecine du travail.

Ce sont ces questions que nous posons à tous les cheminots actifs et retraités, à tous les syndiqués et organisés (ceux-ci de plus en plus nombreux il faut bien l'admettre). Nous les posons aussi à monsieur MASSABIAUX, Secrétaire Général de la C.G.T. des cheminots, à monsieur MARTIN de la C.F.D.T. Le mécontentement est grand ! Messieurs, rangez dans votre poche vos beaux discours. Comment vous croire, après vos trahisons successives depuis Grenelle ? Maintenant que la S.N.C.F. rémunère directement les permanents syndicaux ! En effet, la S.N.C.F. paye depuis le 1^{er} janvier 1970 l'équivalent de 262 624 heures de travail d'agent à la C.G.T. (203 180 à la C.F.D.T., 106 190 à F.O., etc...), ce qui représente pour la seule C.G.T., LA PAYE ANNUELLE DE 128 PERMANENTS. C'est cela la paye des négats, LES 30 DENIERS DE JUDAS. Ces messieurs ne sont plus payés par les cotisations syndicales (ils peuvent encore exclure des camarades, vous pouvez déchirer vos cartes, ils s'en foutent, leur pain est maintenant assuré). Leur patron c'est maintenant la S.N.C.F., c'est à elle qu'ils rendent des comptes et non plus aux cheminots, mais jusqu'à quand ?

S'ORGANISER A LA BASE DANS L'UNITE !

CAMARADES CHEMINOTS ! ACTIFS ET RETRAITES ! IL NE FAUT PAS SE DECOURAGER ! LA CLASSE OUVRIERE A DEJA CONNU D'AUSSEI SCANDALEUSES TRAHISONS (JOUHAUX par exemple) ! MAIS LES TRAHISONS ONT TOUJOURS FINI TRES MAL ! LA CLASSE OUVRIERE, EN DEFINI-

TIVE, A TOUJOURS EU LE DERNIER MOT ! LES CHEMINOTS ONT DE GLORIEUSES TRADITIONS DE LUTTE ! 1920-1936-1944 (Grève insurrectionnelle) 1947-1948-1953-1968, etc., pour ne citer que les plus connues ! La trahison, certes, profite momentanément à la S.N.C.F., au gouvernement des monopoles (SEGUY ne vient-il pas de déclarer au cours de son voyage au MAROC, qu'il trouvait réjouissante, en plus d'un point, la politique internationale de POMPIDOU, le « BLANC BONNET »). CAMARADES CHEMINOTS ! IL FAUT SE RESSAISIR ! DANS BEAUCOUP DE CENTRES DE LA S.N.C.F., IL SE CREENT DES COMITES DE BASE, OU TOUS LES CHEMINOTS ONT LA PAROLE, SYNDIQUES OU NON SYNDIQUES ! IL s'agit des nouvelles formes d'organisation que se donne la classe ouvrière, pour se réorganiser en dehors des traites réformistes, pour définir les revendications et les moyens de les faire aboutir. Ces COMITES DE BASE DE TOUS LES CHEMINOTS, REALISENT LA VRAIE UNITE, CELLE DE LA BASE, pleine d'avenir, et non CELLE DU SOMMET, sans lendemain.

CONFERENCE NATIONALE DES CHEMINOTS SOUS L'EGIDE DE FRONT UNI A PARIS LE 7-2-70

Les représentants de ces Comités de base cheminots se réuniront à Paris le 7 février 1970, sous l'égide du journal FRONT UNI. Ils échangeront leurs expériences sur les revendications réelles exprimées à la base, les moyens de les faire aboutir et les formes de liaisons à établir entre les différents Comités. Ceux qui veulent y assister, en observateurs, pourront demander tous les renseignements aux militants, vendeurs de l'Huma-Rouge (qui soutient cette initiative) et à FRONT UNI (17, rue du Sentier).

Cheminots : les Sédentaires du dépôt de Clermont-Ferrand unis à la base

Les négociations entre la S.N.C.F. et les directions syndicales se déroulent pratiquement sans interruption dans les couloirs depuis Grenelle, sur la lancée du mouvement de Mai, après lequel, les cheminots sont restés sur leur faim, comme beaucoup d'autres travailleurs. C'est ce qu'ont traduit les diverses grèves de la base en 1968 et 1969, ainsi que le mécontentement grandissant et une vigilance de plus en plus aiguë vis-à-vis des directions syndicales. Les cheminots redoutent d'être mis devant le fait accompli comme cela vient de se produire à l'É.D.F.. Et ils préfèrent donner leur avis avant, plutôt que dans un référendum C.G.T. arrivant après la bataille.

Nous savons déjà que les syndicats unanimes ont été d'accord, en commission, pour brader la revendication des 40 HEURES DE SUITE ET SANS ETAPE et pour solliciter, dans un grand mouvement de mention, dans des « négociations véritables » les 40 HEURES DANS 4 ANS. La S.N.C.F., fine mouche, a

donc doublé la mise et préconisé les 40 HEURES EN 1978. Les cheminots savent donc que s'ils veulent 40 HEURES DE SUITE, il leur faudra compter essentiellement sur leurs propres forces, contre la S.N.C.F. et contraindre les syndicats à les soutenir ou à se démettre. Sinon, dans le meilleur des marchandages (fiftififti) ils n'obtiendront les 40 heures qu'en 1976).

Donner les 40 heures par étapes, et en fonction de l'augmentation de la productivité, signifie, pour la S.N.C.F., réduire à chaque fois la durée journalière de quelques minutes, mais avec la même production, donc sans augmentation des effectifs, c'est-à-dire en aggravant les cadences ! C'est cela le but des 40 HEURES PAR ETAPES, demi-heure par demi-heure, poignée de minutes, par poignée de minutes.

C'est bien ce qu'on compris les sédentaires du dépôt de Clermont-Ferrand, en cours de consultation, dans la circulaire ci-dessous, partie de la base. Ils demandent que les heures de réduction soient bloquées

en journées pour supprimer les récupérations (obligation leur est faite de travailler 4 samedi par an, toute la journée). Leur cas n'est pas unique, c'est celui de tous les cheminots soumis à la règle de la semaine anglaise. C'est pourquoi leur action intéresse tous les cheminots de France.

— Avec les 46 heures, en 1962, les cheminots sédentaires de Clermont-Ferrand (comme ailleurs) durent récupérer deux samedis par an.

— Avec les 44 h 30, à Grenelle, en 1968, ces deux récupérations furent portées à quatre, alors que les syndicats auraient dû faire pression à ce moment là pour les supprimer. Il y avait la force (12 000 000 de grévistes). En 1936, alors que B. Frachon était encore révolutionnaire, on avait obtenu les 40 heures d'un seul coup ! Mais entre Frachon 1936 et Frachon 1968, il y a eu le drame international du révisionnisme.

La C.G.T., qui ne fait donc rien pour arracher les 40 heures d'un seul coup, selon les intérêts de la

S.N.C.F. qu'elle défend, se retranche dogmatiquement derrière le juste principe de la réduction journalière de travail (les 40 heures en 5 x 8). Mais ce principe n'est juste que si cela correspond aux intérêts des travailleurs, si cela diminue les cadences, si cela provoque l'embauche. Or, en utilisant la réduction par étape, on détourne ce principe contre les travailleurs en se plaçant au service du patronat. En effet, quel intérêt de réduire la durée journalière du travail s'il faut assurer la même production ? si les cars ou les trains ramenant les travailleurs à leur domicile conservent le même horaire ! Où se trouve, dans ce cas, l'avantage pour l'ouvrier habitant en banlieue éloignée ?

Nous pensons que ce sont les intérêts eux-mêmes qui doivent décider comment reprendre le temps découlant de cette nouvelle réduction hebdomadaire. Les camarades de Clermont ne préjugent donc pas du résultat final de la négociation ni de l'action générale que les cheminots pourraient mener avant 1974, pour

arracher d'un coup les 40 heures, mais ils ne veulent pas se voir mis devant un nouveau fait accompli. C'est un moyen d'exercer un contrôle sur les négociations pendant la négociation.

Nous proposons à tous les cheminots sédentaires soumis à la réglementation de la semaine anglaise, de s'inspirer de l'initiative des camarades de Clermont-Ferrand.

Il peut, certes, exister d'autres solutions, par exemple, bloquer les 52 heures en 5 RK 3/4, à utiliser au choix de l'agent, donc éventuellement au lieu et place des récupérations. A chaque établissement de décider.

A l'heure où nous écrivons, la consultation est en cours. L'UNANIMITE se dégage en faveur de la deuxième solution. Nous en reparlerons.

Pour ceux qui voudraient entrer en contact avec les camarades de Clermont-Ferrand, écrire au journal qui transmettra.

INFORMATION AUX SEDENTAIRES DU DEPOT DE CLERMONT-FERRAND.

Dans les négociations en cours, sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail, la S.N.C.F. propose aux Organisations Syndicales 1 heure à partir du 1-7-70. Cela nous paraît, certes, très éloigné des 40 heures, il est donc d'ores et déjà acquis, quel que soit le résultat des négociations en cours et de l'action à mener, que la réduction sera au minimum de 52 heures par an.

Pour les sédentaires, l'important est de savoir comment ces heures seront réparties au mieux de leurs intérêts.

La réduction de 1 heure par semaine correspond à une diminution de 12 minutes par jour, ce qui est peu sensible.

Il existe une autre solution qui, semble-t-il, serait plus avantageuse pour les sédentaires en service de semaine anglaise (en cinq jours) : elle consiste à supprimer les 4 récu-

pérations annuelles (8 h 54 x 4 = 35 h 36) et à utiliser le reste du crédit (52 h — 35 h 36 = 16 h 24) pour diminuer la durée journalière du travail de 3 minutes environ.

En fin de compte, le choix qui n'appartient qu'aux sédentaires seuls serait le suivant :

1) Réduction de la durée journalière de 12 minutes avec maintien des 4 récupérations jusqu'à ce qu'on obtienne définitivement les 40 h (1978 selon les propositions de la S.N.C.F.). Il faudra donc continuer à prendre autant de congés que de récupération si l'on ne veut pas travailler ces 4 samedis annuels.

2) Réduction de la durée journalière de 3 minutes avec suppression immédiate des 4 récupérations annuelles.

Bien entendu, dans ce dernier cas, les réductions ultérieures de la durée du travail seraient utilisées exclusivement pour la diminution de la durée journalière.

Nota.

Nous faisons remarquer que nos camarades roulants ont obtenu 1 RK minimum par trimestre lors de la mise en application de la semaine de 46 heures en octobre 1962. Depuis les accords de GRENNELLE, avec la semaine de 44 h 30, ils bénéficient de 21 repos complémentaires alors que les sédentaires ont été pénalisés des 4 récupérations annuelles.

Nous sollicitons votre avis. Voir questionnaire ci-joint, en vue de demander aux Organisations Syndicales d'agir selon le vœu de la majorité.

CONSULTATION DES SEDENTAIRES DU DEPOT DE CLERMONT.

Nom, grade, signature,

Agents qui sont pour la réduction journalière de 12 minutes avec maintien des 4 récupérations annuelles jusqu'à 40 heures (1978 ?)

Nom, grade, signature,

Agents qui sont pour la réduction journalière de 3 minutes avec suppression immédiate des 4 récupérations annuelles.

LE XIX^e CONGRÈS DU PARTI "COMMUNISTE" FRANÇAIS

UN CONGRÈS DE TRAHISON CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Le XIX^e Congrès du Parti communiste français tient ses assises cette semaine.

La presse, la radio et la télévision lui accordent une place de choix : pour la classe dominante et son pouvoir, il s'agit en effet d'un événement de première importance. Pourquoi ? C'est bien simple. La bourgeoisie française est effrayée par la crise générale qu'elle ne parvient pas à surmonter, elle est terrorisée devant la poussée des forces révolutionnaires. Mais elle n'a plus peur aujourd'hui du Parti qu'elle a tant redouté autrefois dans certaines circonstances historiques. Elle sait maintenant, d'expérience, que ces dirigeants ont toujours reculé au moment décisif, se sont appliqués à empêcher le développement victorieux de la révolution, malgré leur programme, malgré leurs proclamations. La bourgeoisie a apprécié à sa juste mesure la tactique contre-révolutionnaire de ces mêmes hommes lors des récents événements de mai-juin 1968. Aussi les soutient-elle activement, et non sans subtilité, en leur accordant la généreuse publicité de ses commentaires, comme de ses émissions et interviews, dans sa presse et à la radio-télévision.

Au cas, inéluctable, où de nouvelles vagues révolutionnaires viendraient à entraîner les plus larges masses populaires à l'assaut de son pouvoir et de ses intérêts de classe, la bourgeoisie française compte cyniquement sur la trahison des dirigeants révisionnistes. C'est pourquoi, tout en feignant de poursuivre avec eux une lutte politique soutenue mais toutefois limitée au cadre « légal » de la constitution gaulliste, elle leur accorde le précieux soutien de ses grands moyens d'information destinés à façonner l'opinion publique, à tromper le peuple.

UN PARTI QUINQUAGENAIRE

Le projet de thèses publiée par le Comité central révisionniste dans « L'Humanité » du 15 novembre 1969 souligne dans sa conclusion (point 57) que :

« Le XIX^e Congrès est le Congrès du cinquantième anniversaire de la fondation du Parti Communiste Français. »

En décembre 1920, les militants qui imposèrent l'adhésion à la Troisième Internationale en approuvant les 21 conditions, avaient les yeux tournés vers la victoire de la Révolution d'Octobre 1917.

A l'exemple les glorieux bolcheviks, ils voulaient « faire la révolution ».

La prise du pouvoir en Russie par les ouvriers, les paysans pauvres et les soldats dirigés par le Parti Communiste suscita dans le monde la naissance d'autres Partis révolutionnaires se fixant pour objectif de donner aux travailleurs les pouvoirs respectifs de leurs pays.

Le Parti de Lénine, s'édifiant de 1898 à 1917, mit un peu moins de 20 ans pour « faire la révolution ».

Le Parti Communiste chinois atteint le même but en moins de 29 ans. Le Parti Communiste du Vietnam en 24 ans (pour le Nord-Vietnam). Le Parti du Travail d'Albanie en moins de 5 ans.

Un Parti Communiste authentique n'a de raison d'être que s'il entreprend de « faire la révolution », sans craindre les indispensables sacrifices.

Or, en cinquante années d'existence, le Parti Communiste français a freiné et dévié l'action des masses populaires de la juste voie révolutionnaire au cours des trois périodes historiques : en 1934-1936, en 1945-1947 et depuis 1968.

— En 1934-1936 la tactique « Tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire » a relégué au second plan l'activité dirigeante, indépendante et autonome du Parti. Elle a réduit son activité aux luttes électorales, elle a eu pour conséquence l'alliance au sommet avec les dirigeants socialistes S.F.I.O., elle a fini par freiner le développement impétueux du mouvement ouvrier dans les usines. La bourgeoisie, s'appuyant justement sur ces dirigeants socialistes que leur chef de file Léon Blum qualifia lui-même « de gérants loyaux du capitalisme » (des gérants tout court en vérité) stoppa et écrasa la montée révolutionnaire des masses.

— En 1945-1947, l'alliance du P.C.F., au gouvernement, d'abord avec De Gaulle, puis avec les Partis socialistes et démocrate-chrétiens, fondée sur la restitution des armes et l'incorporation des combattants communistes dans l'armée commandée par les chefs militaires bourgeois, permit une nouvelle fois à la bourgeoisie de stopper et écraser la montée révolutionnaire des masses.

Est-il besoins de rappeler les événements plus récents, l'attitude des dirigeants du Parti Commu-

niste Français en mai-juin 1968, et depuis lors ? L'interprétation mensongère et récupératrice qu'en donnent plusieurs passages des fameuses thèses (points 6 et suivant 22) permet de juger des méthodes malhonnêtes et démagogiques des Ségué et Rochet et autres, qui ont en vérité tout fait pour sauver une fois encore le pouvoir de la bourgeoisie. Et qui ont réussi, au moins temporairement.

La preuve historique est faite. Un Parti « Communiste » qui passe un demi-siècle sans essayer une seule fois de développer concrètement les puissants mouvements de masse qui prennent naissance de la lutte des classes, à l'intérieur de la nation ou contre une occupation étrangère, n'est nullement un Parti qui désire « faire la révolution », n'est pas, n'est plus un Parti révolutionnaire prolétarien, mais un Parti au service de la classe dominante au pouvoir, un Parti conservateur, un Parti contre-révolutionnaire. Voilà pourquoi, fondamentalement, les auditeurs et téléspectateurs peuvent et pourront continuer à écouter et voir sur les ondes du pouvoir d'état bourgeois Georges Marchais, Roland Leroy ou Paul Laurent en l'absence de Waldeck-Rochet souffrant ou Jacques Duclos, âgé et indisponible. Les dirigeants révisionnistes sont des agents et serviteurs de la bourgeoisie.

L'AFFAIRE GARAUDY

Mais attention !

Ces gens ont de l'expérience. Ils sont rusés. Aussi, grands bourgeois et révisionnistes, s'entendent-ils comme « larrons en foire » pour détourner l'attention du public sur des événements secondaires, dans le but de dissimuler le fond et la réalité de leur commune entreprise de mystification.

Le XIX^e Congrès du P.C.F. exclura ou n'exclura pas Garaudy. Ce n'est pas là, pour nous, ce qui est primordial. En braquant tous les objectifs, tous les projecteurs sur « l'affaire Garaudy », les mystificateurs tentent de cacher la réalité historique. Ils essaient de mettre dans la tête des travailleurs le raisonnement suivant : « Voyons donc, puisqu'il y a plus révisionniste qu'eux et qu'ils prennent des mesures « démocratiques » contre la dangereuse indiscipline de ce Garaudy... n'est-ce donc pas qu'ils sont fidèles aux principes de Marx et de Lénine ? N'est-ce donc pas qu'ils luttent à la fois contre le révisionnisme de droite, et aussi contre l'opportunisme de gauche (voir chapitre VII, paragraphe 54 contre le « maoïsme ») ? N'est-ce donc pas qu'ils sont dans la juste ligne ? »

Il faut démasquer cette subtile opération. Pour cela, sans négliger ce que « l'affaire Garaudy » peut signifier du point de vue de la dégénérescence du Parti révisionniste, il convient d'aller plus loin, plus au fond des choses.

Car ce qu'il faut retenir de ce XIX^e Congrès, ce qui en constitue l'aspect principal, c'est qu'il est un nouveau congrès de trahison des intérêts de la classe ouvrière, de tous les travailleurs. C'est un nouveau Congrès de trahison de la juste voie révolutionnaire marxiste-léniniste.

UN CONGRÈS DE TRAHISON DES PRINCIPES ET DES ENSEIGNEMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Il suffit de lire une seule fois les thèses soumises (pour la forme) aux délégués de ce XIX^e Congrès pour comprendre que le Parti « communiste » français n'a plus rien à voir avec le marxisme, avec le léninisme, avec le mouvement communiste international, avec la révolution prolétarienne en France et dans le monde. Il y a 7 chapitres comportant 57 paragraphes dans le document, qui sortira du XIX^e Congrès corrigé par quelques amendements de pure forme, sans nulle portée de fond.

L'ensemble du document témoigne avec éloquence d'une révision profonde, d'une trahison consciente et délibérée des principes de Marx et Lénine sur tous les plans : idéologique, politique, stratégique et tactique, organisationnel, tant au niveau des problèmes français qu'internationaux.

On pourrait écrire de nombreuses pages pour réfuter les idées, les positions de ces « thèses », chapitre par chapitre, paragraphe par paragraphe et même alinéa par alinéa.

Mais il nous semble plus intéressant d'essayer de synthétiser le fondement théorique et les conséquences politiques de cette nouvelle manifestation éclatante du révisionnisme moderne.

UNE TRAHISON COMPLETE DE LA LIGNE REVOLUTIONNAIRE DE LENINE SUR LA QUESTION DE LA LUTTE DES CLASSES

En paroles, les dirigeants du Parti « communiste » Français n'osent pas contester que la contradiction fondamentale de notre société réside dans l'opposition des intérêts de classe de la classe ouvrière et des capitalistes monopoleurs.

Mais, en bons révisionnistes, ils se gardent bien de mettre en accord leurs actes avec leurs paroles. Pour justifier leur ligne concrète, ils interprètent la réalité de la lutte de classe de manière idéaliste, et nullement en se fondant sur le matérialisme historique et dialectique.

Ils substituent une prétendue possibilité d'évolution à la loi établie par Marx, Lénine et Mao-Tsé-toung suivant laquelle tout processus ne se développe, en quelque domaine que ce soit, que par bonds, de révolution en révolution.

Pour eux la lutte de classes n'est qu'une phrase creuse, le passage du capitalisme au socialisme n'exige pas, scientifiquement et inéluctablement, la révolution, mais peut se solutionner, grâce à une lente évolution, par un passage pacifique. Cette idée, qui revient à un savant escamotage implicite tout au long de leurs thèses. Mais elle est surtout développée au chapitre III « pour une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ».

Au paragraphe 15, on trouve par exemple cet extraordinaire galimatias :

« Le caractère de plus en plus social de la production hautement concentrée, le rôle déterminant du capital financier, la réunion de la puissance des monopoles capitalistes et de celle de l'Etat en un mécanisme unique renforcent la nécessité de mesures de démocratie économique pour que la démocratie politique soit réelle et durable. Réalisées avec le concours des travailleurs, et dans le cadre d'un plan démocratique de développement économique et social, la nationalisation et la gestion démocratique des secteurs-clés de l'industrie et des grandes banques, ainsi que la réforme démocratique de la fiscalité, figurent au premier rang de ces mesures. Elles répondent aux impératifs d'une organisation économique moderne et efficace, assurant l'utilisation des ressources dans l'intérêt national, le développement équilibré des régions, ainsi qu'une large coopération internationale... »

On croirait lire du Jean-Jacques Servan-Schreiber. En vérité cela ne vaut pas même le programme de Ducatel !

La question du contenu de l'Etat et la question du pouvoir sont ici escamotées.

Avec la même désinvolture qu'à l'époque où Thorez, vice-président d'un gouvernement présidé par De Gaulle, ordonnait à la classe ouvrière de « retrouser ses manches pour gagner la bataille de la production ».

Comprenez donc un peu, gauchistes et maoïstes impatients, ce programme est possible... par la voie pacifique ! Et puis, voyons, on « nationalisera », comme ça, de la même façon que de 1945 à 1947 ! N'est-ce pas là ouvrir la voie du socialisme ? Camarades adhérents de base du P.C.F., reportez-vous donc simplement aux déclarations du mouvement communiste international de 1957 et 1960. Vous pourrez y lire que « le léninisme enseigne et l'expérience historique confirme que les classes dominantes n'abandonnent pas le pouvoir de bon gré ». Et si Lénine, une fois, évoqua la possibilité d'un développement « pacifique » de la révolution, dans des conditions historiques données (le prolétariat était en armes et organisé en soviets), il souligna que ce cas serait « extrêmement rare dans l'histoire des révolutions ».

En vérité, nous ne connaissons pas à l'heure actuelle un seul précédent historique de passage pacifique du capitalisme au socialisme. Par contre l'étude historique des différents types de sociétés démontre que chaque modification qualitative n'est intervenue qu'à la faveur d'un processus de violence, d'une rupture révolutionnaire du nouveau par rapport à l'ancien. Les masses populaires ont toujours dû consentir des sacrifices pour impulser les transformations de la société.

Les esclaves ont versé leur sang pour se libérer, les serfs ont versé leur sang pour s'émanciper, les bourgeois ont versé leur sang pour rejeter l'oppression de la monarchie, les patriotes colonisés ont versé leur sang pour obtenir leur indépendance nationale (même formelle), les prolétaires ont versé leur sang pour renverser le capitalisme ou l'impérialisme.

(suite de la page 8).

Le processus de transformation de la société n'a jamais été évolutionniste et pacifique, mais il a été exclusivement révolutionnaire et violent.

C'est là l'enseignement irréfutable de l'histoire. Mais il y a, plus près de nous, la signification combien éloquente des conditions concrètes actuelles de la lutte de classes en France.

Quand les électriciens et gaziers déclenchent une grève effective (et non une grévette sans conséquence), le pouvoir lance aussitôt contre eux ses « forces de l'ordre », ses matraques, ses grenades lacrymogènes, ses bulldozers. Chaban-Delmas aujourd'hui, comme ses prédécesseurs hier et ses successeurs demain, menace :

« L'ordre républicain sera maintenu ! » Pour eux la question n'est pas de principe. Sur ce plan elle est résolue : s'il leur faut tuer des ouvriers, des manifestants pour conserver leur pouvoir et ses privilèges de classe, ils le feront comme leurs devanciers de tous temps. Pour eux la seule question qui se pose consiste à recourir à la tactique la plus habile, la plus efficace. La carotte ou le bâton, ou les deux à la fois. Ou le fusil, les chars et les canons. Eux savent très bien que le pouvoir se conserve aussi avec les fusils. C'est tout.

Il n'y a jamais eu, il n'y a pas, il n'y aura pas de « passage pacifique ».

Pour faire la révolution socialiste, il faudra consentir des sacrifices, ne reculer ni devant les épreuves ni devant la mort. C'est une loi de l'histoire qui découle du matérialisme dialectique. Et comme le soulignait (« propositions en 25 points ») le Parti Communiste chinois :

« Renoncer à la révolution sous prétexte d'éviter des sacrifices, c'est en réalité demander au peuple de rester esclave et d'endurer à jamais des souffrances et des sacrifices indicibles. » Ajoutant que :

« L'a.b.c. du marxisme-léninisme nous apprend que l'accouchement d'une révolution est de loin moins douloureuse que l'agonie sans fin dans la vieille société », ce qui confirme l'avis de Lénine selon que le système capitaliste :

« exige toujours et inévitablement, même pendant le cours le plus pacifique des événements, d'innombrables sacrifices de la classe ouvrière ».

UNE LIGNE POLITIQUE QUI MAINTIENT LES MASSES POPULAIRES DANS L'IMPASSE

A partir de cette dénaturation théorique du caractère de la lutte de classes (« pacifique » au lieu de violente), les dirigeants révisionnistes sont passés aisément à toute sortes de points de vue aussi ridicules que contraires aux réalités scientifiques de l'histoire. Sous la pression de leurs militants de base honnêtes et sincères, c'est-à-dire l'immense majorité ils sont obligés de repenser de la « dictature du prolétariat » et du « socialisme ». Après la « phase transitoire de la démocratie avancée », bien entendu, et sur sa lancée. Voici ce qu'il propose au paragraphe 16 :

« ... Le Parti communiste Français estime également possible et souhaitable la coopération loyale de tous les partis et formations démocratiques, non seulement dans la lutte pour une transformation démocratique de la société, mais aussi dans l'œuvre de construction d'une France socialiste... »

Ils ne vont pas jusqu'à préciser si ce « socialisme » soutenu à les en croire pas les Savary, Guy Mollet, Maurice Faure et autres Mitterrand serait du type suédois ou égyptien (Nasser), ou ouest-allemand (W. Brandt), ou britannique (Wilson)... on peut-être soviétique. Mais, que diable, ils précisent ensuite :

« ... Le pouvoir socialiste de la classe ouvrière et de ses alliés, que les fondateurs du marxisme léninisme ont appelé dictature du prolétariat, mettra les forces productives au service du peuple français. »

Et ce socialisme là réalisera « une forme de démocratie nouvelle et supérieure » dans laquelle « l'Etat socialiste respectera les droits de la minorité, dès lors qu'elle se conformera à la légalité établie démocratiquement. »

Ah, oui ? De quelle minorité si docile s'agira-t-il donc ? Et de quels droits, s'il vous plaît ?

Quelle curieuse « dictature du prolétariat » que voilà ! S'appuyant sur « tous les partis et formations démocratiques » et « respectant les droits de la minorité » ! Ils renient complètement la juste conception de la dictature du prolétariat de Lénine et Staline !

Mais en vérité, ils sont dans l'impasse, Camarades !

Ils ne savent plus qu'inventer, que dire pour couvrir de phraséologie leur trahison des principes et des expériences historiques du marxisme-léninisme.

Ils escamotent la lutte de classes. Ils mendent la collaboration avec la social-démocratie qui a depuis longtemps étalé les preuves de sa fonction contre-révolutionnaires. Ils sont pire que les mencheviks. Quand la classe ouvrière, dans sa masse va ouvrir les yeux, sur leurs trahisons, prendre conscience de leur rôle, ils paieront lourdement tous ces reniements honteux. L'histoire les balaira alors comme tous les traîtres du mouvement révolutionnaire.

Mais, dans l'immédiat, les marxistes-léninistes sincères et conséquents ont le devoir d'effectuer un long, patient et persévérant travail d'explications auprès des ouvriers et autres militants de base encore trompés par ces dirigeants révisionnistes. Les arguments simples et convaincants ne manquent pas.

Voici plus de trente ans qu'ils poursuivent la même politique d'unité, aux sommets avec les chefs de la social-démocratie. Cela les a conduits d'une ligne opportuniste de droite à la trahison pure et simple. Cela a conduit des militants de base, et aussi des cadres, à l'échafaud, dans les prisons, et aussi, contre leur propre volonté, la rage au cœur, aux pires défaites, aux pires démissions devant les assauts de la bourgeoisie la plus réactionnaire ! (mai 1958). Et voici qu'après l'effondrement total du Parti S.F.I.O. et la quasi disparition de la F.G.D.S. dans la tempête révolutionnaire du printemps 1968, après l'échec le plus spectaculaire du siècle des candidats socialistes aux dernières élections législatives, après le replâtrage artificiel de ce Parti prétendu « socialiste » sous la houlette de l'officier de marine Alain Savary, ils ont l'audace, dans le point 31 de leurs thèses, de se décharger de la responsabilité de l'échec de leur politique de « programme commun » sur ce même Parti Socialiste ! Comme s'ils n'avaient pas pu prévoir à l'annonce que Guy Mollet les cocufierait une fois encore ! Et ils poursuivent la même ligne, malgré sa désintégration complète (point 31 encore) :

« ... C'est pourquoi le Parti Communiste attache la plus grande importance à l'établissement d'un programme commun de lutte et de gouvernement engageant l'ensemble des forces démocratiques pour le présent et l'avenir ». Aux sommets, évidemment ! Les militants de base auraient pu attendre une autocritique, une rectification pour sortir leur Parti de l'impasse où ses dirigeants l'ont fourré.

Mais non !

Le XIX^e Congrès a entre autres pour mission de redonner souffle aux sociaux démocrates, il continue la même politique, avec les mêmes, et ils recommenceront les mêmes trahisons ! Est-ce vraiment cela « défendre les intérêts des travailleurs », et se prétendre le « Parti de la classe ouvrière » ?

LA REVUE « KOMMUNIST » DE MOSCOU MANGE LE MORCEAU

Le Congrès ne manquera pas, une fois de plus, de vitupérer le « gauchisme » amalgamant avec lui comme le point 37 du chapitre V, le trotskisme et le « maoïsme ». (Vous savez bien, faussaires, que nous n'avons rien à voir avec les trotskystes !)

Les dirigeants révisionnistes chercheront de ce côté le bouc émissaire susceptible de leur permettre d'échapper à leurs lourdes responsabilités, de mieux camoufler leurs trahisons honteuses. Malheureusement pour eux, la revue « Kommunist », organe théorique du comité central du Parti révisionniste d'U.R.S.S., vient de manger le morceau en critiquant publiquement les « Partis frères occidentaux » qui ne parviennent pas à enrayer le développement du « gauchisme ».

Par cette prise de position, les chefs de file du révisionnisme mondial, ont avoué leur inquiétude profonde et les échecs de leurs sous-fifres dans la lutte pour empêcher l'impétueux développement du marxisme-léninisme.

En France comme ailleurs, rien n'a pu faire disparaître la glorieuse pensée et l'action toujours élevée du grand marxisme et du grand léninisme. Les exclusions de militants honnêtes et fidèles à leur passé, les menaces, les violences physiques, les dénonciations à la police, rien de ce qu'ont ordonné les dirigeants révisionnistes n'a pu empêcher le marxisme-léninisme de poursuivre son juste combat, l'honneur historique des communistes français a été relevé et sauvé. Les jeunes ouvriers et étudiants français ont reçu de leurs aînés le flambeau des profondes traditions de courage et d'esprit révolutionnaire, issues de la commune de Paris et de la Résistance aux nazis.

AVEC LA PENSEE MAO TSE-TOUNG LENINISME DE NOTRE EPOQUE, EN AVANT, CAMARADES, ARRACHONS LA CLASSE OUVRIERE A L'INFLUENCE DU REVISIONNISME MODERNE

Le Président Mao-Tsé-toung a déclaré en 1962, au moment le plus décisif pour engager la lutte contre la trahison du révisionnisme moderne :

« Les peuples de tous les pays, les masses populaires représentant plus de 90 % de la population totale, voudront toujours la révolution et ne manqueront jamais de soutenir le marxisme-léninisme. Ils ne soutiendront pas le révisionnisme. D'aucuns peuvent lui faire crédit pendant un certain temps, mais ils le rejeteront en fin de compte. »

Progressivement leur conscience s'éveillera ; ils s'opposeront à l'impérialisme et à la réaction de tous les pays, ils s'opposeront au révisionnisme. »

Aujourd'hui, tandis que le XIX^e Congrès du Parti « Communiste » français tient ses assises sous le signe de sa dégénérescence sur tous les plans, l'avant-garde marxiste-léniniste s'est reconstituée. En accord et avec le soutien des glorieux Parti Communiste chinois et Parti du Travail d'Albanie. Non sans commettre d'erreurs. Non sans se heurter aux difficultés nées de l'inexpérience de ses jeunes militants et des hésitations les plus âgées, quelquefois promues contre leur simple gré d'une activité de militant de base à celle d'un responsable à l'échelon national. Mais rien ne grandit dans la facilité. Au contraire. D'ores et déjà les dirigeants révisionnistes qui seront élus au XIX^e Congrès savent que les marxistes-léninistes sont suffisamment forts et organisés pour dénoncer sans trêve et sans concession leur politique de trahison de la classe ouvrière, de trahison de la révolution prolétarienne. S'ils s'appuient sans cesse sur un renforcement systématique de l'étude et de l'assimilation de la Pensée Mao-Tsé-toung, les marxistes-léninistes parviendront à arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne, remporteront des victoires toujours plus décisives.

Le seul et authentique Parti Communiste qui représente en France les intérêts révolutionnaires du prolétariat et de ses alliés n'est pas celui qui tient son XIX^e Congrès ! C'est celui qui sera capable, contre vents et marées, triomphant de toutes les difficultés, d'appliquer aux conditions spécifiques nationales de la France les enseignements et les principes du grand marxisme, du grand léninisme et de la toujours victorieuse Pensée Mao-Tsé-toung ! Sous le drapeau rouge de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao-Tsé-toung, en avant, Camarades ! Nous triompherons de toutes les difficultés ! Nous vaincrons !

Jacques JURQUET.

Réponse a un lecteur...

Permettez-moi d'exprimer mon opinion sur la valeur subjective de certains articles parus dans les derniers numéros de H.R., dont la tendance donnait sur l'anarchisme, donc tout à fait en dehors de la ligne politique et idéologique du marxisme-léninisme. J'approuve l'article et les argumentations qu'il contient des camarades de Lyon et votre dernier « éditorial », les « mystificateurs ». Les ouvriers intelligents et politiquement avancés qui lisent notre journal, mais qui ne font pas partie de notre mouvement, attendent toujours de notre journal des explications très nettes et précises sur les contradictions dans lesquelles se débat en ce moment le P.C.F. pour tromper ses adhérents et les masses qui le suivent encore et dont une partie commence à douter sur la valeur de la ligne politique qui n'est plus marxiste-léniniste et moins encore révolutionnaire. Vous savez que nous avons arrêté l'action néfaste des « bonzes » qui prétendaient nous liquider de nos positions dans les

syndicats pour jouir de la liberté la plus complète de mystifier les travailleurs. Donc il faut sérieusement continuer nos explications en tant que syndiqués communistes, sans employer la phraséologie anarchiste qui éloigne plutôt les travailleurs intelligents de notre mouvement marxiste-léniniste.

Un lecteur de la Seyne-sur-Mer

Nous voudrions que le lecteur de la Seyne-sur-Mer nous explique ce qu'il a trouvé « d'anarchiste » dans la ligne politique de « certains articles parus dans les derniers numéros d'H.R. ».

Il ne faut pas confondre enthousiasme et audace révolutionnaire avec anarchisme ; notre mouvement marxiste-léniniste rassemble une immense majorité de jeunes ouvriers, de jeunes étudiants et lycéens. Comme le dit Mao-Tsé-toung, « Ces derniers ont leurs défauts : ils ne participent à la révolution que depuis peu de temps, ils manquent d'expérience, certains traînent encore avec eux des restes de l'idéologie

pernicieuse de la vieille société, c'est-à-dire des survivances de l'individualisme petit-bourgeois. Mais ils peuvent éliminer progressivement ces défauts en s'éduquant et en s'aguerrissant dans la révolution. Le trait positif des jeunes cadres, comme le dit Staline, c'est qu'ils ont un sens aigu du nouveau et partant, font preuve d'un grand enthousiasme, d'une grande activité. Or, c'est justement ce qui fait défaut à certains de nos vieux cadres. Vieux et nouveaux doivent donc se respecter mutuellement, s'instruire les uns auprès des autres, surmonter leurs points faibles en se transmettant leurs qualités, afin de former un bloc uni pour la cause commune et de prévenir les tendances sectaires. D'une manière générale, là où de vieux cadres jouent le rôle essentiel dans la direction si leurs relations avec les nouveaux cadres laissent à désirer, ils doivent en être tenus pour principaux responsables ».

(Pour un style de travail correct dans le parti).

VIVE LA GRÈVE "SAUVAGE" DE KIRUNA (Suède)!

Un article de GNISTAN (L'Étincelle), organe de la Ligue Communiste des marxistes-léninistes de Suède, sur la grève « sauvage » des 5.000 ouvriers des mines de fer de Kiruna.

POURQUOI LA GREVE DES MINEURS FAIT-ELLE PEUR AUX CAPITALISTES ET A L.O. (1)

La grève des mineurs de Kiruna est l'une des plus importantes manifestations de lutte de classe qui aient jamais eu lieu en Suède.

Sa portée va bien au-delà des exigences ouvrières d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de vie et de travail, comme le montre l'examen attentif des faits.

Les ouvriers mineurs ont déclenché le 9-12-69 ce que les bourgeois appellent une grève « sauvage », c'est-à-dire une grève qui rompt avec les exigences de la loi sur les conventions collectives adoptée en 1928 et remaniée en 1965 sur proposition du gouvernement social-démocrate.

Selon cette loi, toute forme de lutte ouvrière est interdite durant la période de validité de la convention. Par contre, le patron reste entièrement libre d'accélérer les cadences, d'aggraver les conditions de travail, de réduire les primes de rendement, etc. Il en résulte que les ripostes organisées contre ces mesures peuvent être immédiatement qualifiées d'« illégales », et sanctionnées comme telles.

La grève sauvage a encore une autre caractéristique : ultime recours des travailleurs, elle se décide en dehors des organisations syndicales et se déroule sans leur appui ni leur bénédiction.

La Confédération syndicale est en effet tenue de veiller soigneusement à ce que les fédérations et sections locales respectent scrupuleusement les termes de la loi sur les conventions collectives, ce qui a pour conséquence que tous ceux qui veulent lutter en s'affranchissant des rigueurs de cette loi doivent le faire à l'extérieur du cadre de l'organisation syndicale.

POURQUOI LES OUVRIERS MINEURS ONT-ILS DECLENCHE UNE GREVE ILLEGALE ?

Parce qu'ils n'avaient aucune autre possibilité de se faire entendre. Ils disent que pendant dix ans ils se sont plaints à leur fédération des mauvais salaires, de l'accélération des cadences, des conditions de travail insalubres et du traitement inhumain dont ils sont victimes. Comme les ouvriers de beaucoup d'autres industries, ils l'ont fait devant des oreilles sourdes. L.O. a mené ses négociations centrales sans autre objectif que la « fourchette des salaires », c'est-à-dire le cadre étroit dans lequel les salaires doivent être maintenus pour que les capitalistes tirent une part croissante de la plus-value créée par le travail des ouvriers. Les négociations de la fédération ont été conduites par les bureaucrates, sans que les ouvriers aient eu leur mot à dire, et en définitive, leur résultat est des plus dérisoires.

Rien n'a été fait pour empêcher les capitalistes de récupérer sur le dos des travailleurs, par la réduction des primes et l'accélération des cadences, les petites augmentations des salaires concédées. Au contraire, les fédérations leur ont ouvert la voie en obligeant les travailleurs à se soumettre à des méthodes raffinées d'exploitation, comme le M.T.M. et le U.M.S. (2).



Meeting de soutien aux grévistes de Kiruna organisé par les marxistes-léninistes Suédois

La cause réelle est donc que là comme ailleurs, la direction syndicale a entièrement suivi la ligne de L.O. de collaboration avec les capitalistes et de rupture avec la base ouvrière. Ainsi, l'ancien président de la fédération, Bernt NILSSON, déclarait : « Nous ne savions pas que c'était un tel merdier dans les mines », ce qui est très significatif ! Maintenant au moins, ils le savent et reconnaissent que les ouvriers mineurs avaient de bonnes raisons d'agir. Même GEIJER, secrétaire général de L.O. l'a admis quand il a dit « Ce qui se passe à KIRUNA est juste... » ajoutant toutefois «... mais c'est aussi une diable faute ».

EN QUOI S'AGIT-IL D'UNE DIABLE FAUTE ?

Parce que cette action brise tout le système que les capitalistes ont bâti avec l'aide des hauts fonctionnaires sociaux démocrates et en collaboration avec les chefs syndicaux également sociaux-démocrates.

Leur tâche commune est d'assurer l'exploitation des ouvriers et de mettre en surêté leurs profits. Les ouvriers doivent sagement vendre leur force de travail aux conditions que les bureaucrates syndicaux ont, sans leur avis, traité avec les capitalistes. Ils ne doivent pas s'opposer aux patrons qui, protégés par les conventions collectives, s'efforcent de les pressurer encore plus. Ils doivent seulement travailler, assurer la production et faire monter les profits.

Si les ouvriers mineurs entrent en lutte, la production n'est plus assurée et les calculs des capitalistes, fondés sur les termes de la convention, sont remis en cause. S'ils arrivent, en outre, à faire aboutir leurs revendications, ça fait encore plus mal, car il peut arriver que d'autres groupes d'ouvriers mécontents — et il y en a beaucoup — passent eux-mêmes à l'action. Alors les capitalistes restent là, avec leur

convention qui aurait dû garantir une exploitation tranquille et des profits croissants durant plusieurs années. Ainsi, apparaît-il que L.O. et les syndicats d'industries ne sont que des colosses au pied d'argile qui ne peuvent satisfaire leurs engagements de tenir le prix du travail dans les limites imposées par les capitalistes.

C'EST POURQUOI CETTE GREVE DES MINEURS EST SI DANGEREUSE

C'est pourquoi aussi les partenaires — patrons, fonctionnaires et bonzes syndicaux — essaient par tous les moyens de briser la grève, notamment en refusant de négocier tant que les ouvriers n'auront pas repris le travail.

L.O. a même déclaré : « Si l'on accepte une négociation durant une grève sauvage, les entreprises auront le couteau sous la gorge et c'est une situation de contrainte qui est inacceptable ».

A L.O. ON PREND GRAND SOIN DES INTERETS DES PATRONS MAIS L'OPINION DES OUVRIERS EST TOUTE DIFFERENTE !

Les ouvriers ont refusé de reprendre le travail avant d'obtenir satisfaction. Ils savent que des négociations qui auraient été menées sous la direction des bonzes syndicaux n'auraient pu conduire qu'à un compromis pourri dont les éventuelles petites concessions auraient vite été reprises par L.K.A.B. (3) afin qu'il soit clairement démontré que les grèves sauvages ne sont pas payantes.

Ils savent aussi qu'il ne serait pas facile de reprendre la lutte, d'où la détermination à tenir jusqu'au bout, dans l'unité.

Mais tout ceci, leurs adversaires le savent également et c'est pourquoi

ils ont entrepris une vaste campagne en vue de démoraliser, de discréditer et d'isoler les grévistes, comme en témoignent, en particulier, les articles du journal démocrate AFTON-BLADET.

LA CAMISOLE DE FORCE DOIT SAUTER !

Pour qu'il en soit ainsi, il faut que la solidarité se renforce et aille au-delà du simple appui moral et financier.

Ceci est très important car le combat des ouvriers mineurs concerne tous les travailleurs. C'est une lutte pour déchirer la camisole de force dans laquelle les capitalistes et les chefs sociaux-démocrates ont essayé d'enfermer la classe ouvrière afin de l'exploiter au maximum et de s'assurer les plus grands profits. Cette camisole de force doit être déchirée et elle le sera, même si les travailleurs de Kiruna n'y parviennent pas.

Mais plus tôt ça viendra, mieux ce sera. Soutenons au maximum les ouvriers mineurs en lutte !

(adapté en français par la rédaction)

(1) - Sigle de l'organisation syndicale ouvrière.

(2) - Système de calcul de la rémunération du travail à la pièce.

(3) - Sigle de la société nationalisée des mines de Kiruna.

N.B. : GNISTAN tire à 14 000 exemplaires

DERNIERE MINUTE :

Après plus de 50 jours de lutte, et malgré les pressions de toutes sortes de la direction patronale et des bureaucrates syndicaux, les mineurs viennent de voter la continuation de la grève !

En outre, leur combat exemplaire fait tâche d'huile et partout se multiplient les grèves dites « sauvages », tant en Suède même, qu'en Finlande, au Danemark et en Norvège.

SOYONS ATTENTIFS AUX ENSEIGNEMENTS DE LA JUSTE LUTTE DES OUVRIERS SCANDINAVES !

SVENSKA OCH SKANDINAVISKA KAMRATER, DEN FRENKA ARBETARKLASSEN STAAR PÅ ER SIDA !

Traduction : Camarades suédois et scandinaves, la classe ouvrière française est avec vous !

Abonnez-vous...

Nom

Prénom

Adresse

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »

30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :

20 F pour 6 mois

40 F par an

abonnement de soutien :

40 pour 6 mois

80 par an

abonnement pour

l'étranger (par avion) :

120 F par an

LES PEUPLES ARABES DÉJOUERONT LES PLANS IMPÉRIALISTES

Les derniers événements du Moyen-Orient semblent indiquer que les peuples arabes entrent dans une nouvelle phase de la lutte. Le temps où les bourgeoisies nationales dirigeaient les luttes est compté. Devant les visées impérialistes de l'Amérique, l'Angleterre, la France à laquelle vient s'ajouter le social-impérialisme Soviétique, dont un des aspects est la consultation des quatre grands seule une lutte populaire dirigée par le peuple, c'est-à-dire par des partis marxistes-léninistes capables de déjouer les plans diaboliques de l'ennemi par une analyse scientifique des rapports de forces et une mobilisation réelle des masses.

La logique des impérialistes est la suivante. Renversons les cartes politiques en Egypte, soit en imposant la négociation et le compromis, ce qui est difficile étant donné le passé de Nasser (qui reste un symbole de l'unité arabe) et ce qu'il représente (la bourgeoisie nationale) que des surprises désagréables sont toujours à prévoir avec Nasser (genre coup d'Etat du Soudan ou de Libye...) ; soit, ce qui est plus probable, en remplaçant Nasser par un valet docile, le régime modéré de Nasser ne trouvant plus grâce aux yeux de l'impérialisme... On retrouve ces deux volets du même plan impérialiste dans les politiques des différents impérialismes. Les bombardements d'Israël sur l'Egypte sont une partie de ce plan, l'Egypte est en effet le principal pays du Moyen-Orient et la répression sera plus facile après contre les palestiniens privés d'arrière et contre les révolutionnaires du Yémen. (L'Arabie Séoudite bombarde déjà les villes de ce pays). Ainsi les tâches sont bien réparties. C'est une véritable division impérialiste du travail. L'Arabie Séoudite s'occupe du Yémen du Sud et du Nord, l'Angleterre du Dohfar et des autres émirats du Golfe arabique, Israël s'occupe de l'Egypte et des Palestiniens. La Jordanie et le Liban n'attendent qu'un changement de politique au Moyen-Orient pour prendre avec Israël la résistance palestinienne entre deux feux. La Syrie, malgré les excès verbaux de ses chefs, stratégiquement ne représente pas grand chose, l'Algérie est loin et la Lybie, eh bien la Lybie, l'impérialisme français s'en occupe très habilement ! Le social-impérialisme, lui, pousse à la négociation et au compromis, sa tactique est de lier les mains à Nasser par son assistance technique et militaire (qu'il fait payer cash d'ailleurs...) ; les russes jouent à fond sur le caractère hésitant et la tendance au compromis de la bourgeoisie nationale que représente Nasser. En l'absence des partis marxistes-

léninistes appliquent une juste tactique de front uni des classes révolutionnaires, y compris la bourgeoisie nationale, les russes ont beau jeu de manœuvrer celle-ci.

LES VISEES FRANÇAISES SUR LA LYBIE

La Lybie est dans une position équivoque. En passant un accord avec la France pour les mirages, elle met la main dans un engrenage grave de conséquence. C'est le cynique Debré, ministre de la Défense Nationale qui nous le dit tout crument : « La Lybie s'est engagée à ne plus soutenir le Tchad » « les 100 mirages ne seront pas opérationnels avant 4 ans », c'est-à-dire rassurez-vous, en quatre ans le régime peut changer. « La Lybie sera liée à la France et tributaire de cette dernière pour un tas de fournitures annexes sans lesquelles les avions ne serviraient à rien ». « La France aura une option sur le pétrole lybien et assurera la présence de l'Occident dans la région ». Et plus grave cette révélation : « Nous n'avons jamais arrêté l'envoi de pièces détachées en Israël ». Ce qui veut dire en clair qu'Israël continue à recevoir des mirages, mais en pièces détachées. La grande presse joue les grandes dames choquées « Nous n'aurions jamais cru, on nous cache tout, etc... ». Mais les faits sont têtus. A qui veut-on faire croire qu'Israël est désarmée ? Base du bloc impérialiste au Moyen-Orient, Israël bénéficie de toute la haute technicité américaine. Les pays arabes malgré tout leur arsenal d'armes soviétiques et américaines sont en état d'infériorité car seul le facteur humain est décisif dans une guerre de libération. A vouloir compter avant tout sur l'extérieur l'Egypte sert de pion au social impérialisme soviétique, comme la Lybie sert de pion à la politique impérialiste de la France.

Mais les manœuvres impérialistes risquent fortement de se retourner contre eux. L'expérience a montré que les peuples arabes se sont réveillés. De l'Atlantique au Golfe arabe, les cœurs sont remplis de la même haine contre l'impérialisme qui s'est nourri du sang des peuples arabes. Le besoin d'unité est très fort. Avec ses richesses naturelles, le monde arabe peut rapidement éliminer la misère laissée par l'occupant pour peu qu'il soit maître dans son pays.

Quoiqu'il arrive, la roue de l'histoire est irréversible, les peuples arabes en chassant les impérialistes, porteront un coup mortel au système capitaliste et accéléreront la marche de la révolution mondiale.

TRIBUNE DE DISCUSSION NOTRE JOURNAL OU LA « RESPONSABILITE PARTAGEE »

Dans la page centrale de l'H.R. n°43, des travailleurs marxistes-léninistes de Lyon, nous ont donné une leçon que nous devons répéter et retenir, sans quoi beaucoup de nos lecteurs risqueraient de penser : « Ce fut une belle ouverture, mais hélas sans lendemain ». Or, à de tels articles qui sont des modèles de clarté léniniste venus de la base, il importe que les lendemains soient nombreux et riches.

Les camarades de Lyon citant le président Mao rappellent cette idée juste : « Une fois lancée, une revue doit être prise au sérieux et bien menée. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître par de courtes lettres ou de petits articles, ce qui leur plaît ou ne leur plaît pas, c'est la seule façon d'assurer le succès de la revue ».

Nous sommes nombreux à considérer que les problèmes posés par les travailleurs de Lyon peuvent et doivent servir de base pour ouvrir la discussion dans cette tribune.

Quel journal voulons-nous ? voilà la question posée par de nombreux lecteurs. Un journal de théoriciens, réservé à une élite ? un journal d'agitation, d'informations vivantes, d'action, enraciné dans les usines et chantiers, au langage accessible, aux reflets réels ? Un échangeur d'expériences, un catalyseur populaire ?

A notre avis il faut tout cela et bien plus encore, car nous ne pouvons négliger l'actualité politique, nationale et internationale, la lutte de principe continue et conséquente contre le révisionnisme moderne, la révolte de la jeunesse, la construction du Front Uni, etc...

Certes, toutes ces questions ne sont pas faciles à ordonner, à classer et synthétiser, avec nos faibles moyens matériels, sans appareil permanent, mais nous avons des moyens, des possibilités politiques extraordinaires, nous avons pour nous la vérité marxiste-léniniste, nous avons les thèses du camarade Mao Tsé-toung.

Certains camarades animés des meilleurs sentiments pensent parfois que les échanges d'expériences, et les tribunes de discussion, peuvent être dangereuses pour un journal ou un mouvement, dans la mesure où ces expériences ont des aspects opposés ou contradictoires, ou des conclusions différentes. Ces craintes existent notamment à propos de l'orientation vers un syndicat Rouge et de la construction de Front Uni, n'y a-t-il pas là une contradiction ?

Ces camarades voudraient que les différentes expériences en cours : COPI - FU - CA - CB - Conseils ouvriers, Syndicat Rouge, etc... soient conformes à un schéma prè-établi et idéal, que ces différentes expériences ne s'écartent pas d'une ligne théorique idéale.

Or, durant toute une période historique, cela n'est pas possible.

Camarades, il faut bien saisir la pensée de Mao Tsé-toung lorsqu'il affirme : « Il ne peut y avoir de construction nouvelle sans destruction préalable, mais la destruction préalable contient déjà en germe la construction future ». Cela signifie dans notre époque de grands changements : « Quelque chose de vieux meurt. Quelque chose de nouveau naît de l'ancien qui meurt », nous vivons l'époque de la grande contradiction, où le vieux monde, est remis en cause. La contradiction est une loi universelle, c'est elle qui engendre le mouvement. Marx, Lénine, Staline et Mao, l'ont démontré théoriquement et pratiquement. Ils ont rendu possible à une vaste échelle, la victoire du prolétariat, en s'appuyant sur cette loi, en analysant fond, en faisant jouer ses multiples ressorts.

Craindre l'opposition des contraires, c'est méconnaître cette loi. C'est en définitive épouser une ligne médiane, « sûre », mais terne, et coupée de la vie, une ligne sans vie. Or notre journal doit devenir vivant et le rester.

S'il était possible de suivre un schéma idéal, cela signifierait qu'il n'y a plus de contradictions, qu'elles auraient été résolues relativement ou totalement, cependant historiquement ce n'est pas le cas, cela signifierait aussi que la situation politique est partout identique en ce qui concerne les traditions révolutionnaires, les forces en présence, le développement des forces nouvelles, de la nouvelle avant-garde, ce n'est pas le cas non plus.

Il existe dans le mouvement historique actuel, un processus qui n'atteint pas partout à la fois et en même temps le même stade, d'où des positions différentes en apparence, sur le plan syndical par exemple.

Les camarades de Lyon ont utilisé à ce propos une pensée de Lénine : « Il ne faut pas croire que ce qui a fait son temps du point de vue historique, c'est-à-dire à long terme, a fait son temps dans la réalité actuelle, c'est-à-dire dans les faits ». Il y a dans cette pensée de Lénine, toute la nécessité du processus à subir, et à orienter.

Ce que nous déduisons de ces réflexions, c'est qu'il faut utiliser

la tactique « bouchée par bouchée » c'est-à-dire pas à pas, mais quand une série de pas a été faite, quand suffisamment de bouchées ont été absorbées, il convient de faire le point, afin de synthétiser par des tribunes de discussion et d'échanges d'expériences, par des conférences à tous les niveaux.

C'est cela que les travailleurs d'avant-garde, et surtout nos forces potentielles, attendent aujourd'hui, et d'abord de leur journal, qu'il soit leur porte-parole, leur organisateur, leur lien avec la terre ferme, sans quoi, comme nous écrit un militant, nous avons l'impression de vivre dans une île, au-delà existe-t-il la terre ferme, ou un archipel ?

Si certains journaux issus de MAI, ont eu un développement relativement rapide, bien que ne s'appuyant au départ sur aucune force organisée, ils le doivent d'abord à deux choses :

1°) A la présence de journalistes professionnels dirigeant leur Comité de rédaction, ce qui n'existe pas chez nous ;

2°) Au rôle de liaison, et d'échangeurs d'expériences entre les différents Comités de base. En cela il n'y a pas de mystère, les travailleurs d'avant-garde ont besoin de s'exprimer, de se connaître, de s'unir, de se sentir les coudes et ils se tournent nécessairement vers ceux qui leur en fournissent les moyens, sans crainte, avec confiance et sans sectarisme.

C'est en forgeant que l'on devient forgeron, de même qu'on apprend la guerre en la faisant, et nous aurons beaucoup plus à lutter contre les professionnels, qu'à attendre leurs services, les très bons articles, les bonnes analyses que nous recevons (celle de Lyon en fait foi) prouvent qu'il existe dans nos rangs toutes les forces politiques nécessaires, et une multitude de plumes bien trempées. Que chaque collectif marxiste-léniniste mette la presse à l'ordre du jour, qu'elle demeure une question permanente et première. Que chaque collectif soit non seulement « aussi », mais « d'abord » son propre comité de rédaction et cela à tous les niveaux, que le réseau déjà dense, de nos C.D.H.R. envoie le sang nouveau de la base, le souffle des usines et des quartiers, à notre journal, que le comité de rédaction de notre Huma Rouge, soit à la fois un bon élève et un bon dirigeant. Alors la leçon de nos camarades de Lyon aura porté ses fruits, et nous franchirons une étape importante.

R. C.

Tenant compte de l'indignation générale et de l'action massive des militants révolutionnaires depuis quinze jours, le gouvernement a manœuvré pour désamorcer la colère des usagers parisiens de la R.A.T.P. : les anciens billets sont restés valables toute la semaine. Mais ce fut peine perdue !

Une intense campagne, marxiste-léniniste en particulier, avait préparé les actions du lundi : mots d'ordre peints sur des bus, des stations de métro, des gares ; distribution de centaines de milliers de tracts ; prises de paroles dans des trains de banlieue, avec meetings dans certains wagons. Ici, des femmes prenaient la parole à nos côtés pour dénoncer le régime des exploiteurs. Ailleurs, des usagers des transports distribuaient d'eux-mêmes nos tracts. Notre intervention fut une étincelle qui permit d'orienter politiquement la colère des plus conscients : en plusieurs cas, des wagons de première classe furent envahis par les voyageurs entassés...

De lundi (2 février) 6 h du matin à minuit, des équipes de militants entraînaient des milliers et des milliers d'usagers à franchir les guichets R.A.T.P. sans payer. Ceci grâce à leurs explications et l'exemple donné : des piquets de militants aux guichets permirent de discuter et convaincre poinçonneurs et usagers de se dresser ensemble contre la scandaleuse politique de l'Etat des monopoles, au mépris de la répression.

Le matin, dans des trains de banlieue, à des queues de guichets, dans des wagons du métro, etc., les militants qui osaient prendre la parole entraînaient à l'action. Cette campagne se poursuivait Gare du Nord à 18 h 30 par un meeting rassemblant plusieurs milliers de personnes. Un camarade ouvrier y prit la parole pour dénoncer le scandale des hausses et son origine,

le régime d'exploitation capitaliste et la trahison révisionniste. Il conclut par un appel aux masses pour l'action directe. Puis des centaines de militants montèrent dans les trains, y prirent de nouveaux contacts révolutionnaires qui rencontrèrent ainsi une sympathie agissante ainsi que des réticences et des hésitations qui s'expliquent :

D'une part le brassage des couches sociales différentes ne permet pas à la classe ouvrière de s'organiser solidement pour entraîner les autres opprimés à des formes de luttes plus résolues et plus violentes.

D'autre part, l'influence pernicieuse, traditionnelle des révisionnisme à propos de la « légalité bourgeoise » et de « l'ordre républicain » accentue encore cette passivité.

Telles sont les raisons qui limitent la mobilisation des masses sur leurs lieux de transport, pour qu'elles s'emparent elles-mêmes de telles formes d'actions et les développent.

En s'emparant de la lutte contre la vie chère, les ouvriers dans les usines peuvent organiser la riposte politique durable, entraînant ainsi toutes les victimes de la vie chère, tant pour les transports que pour les loyers, tant pour les impôts que pour les prix de détail, etc.

Lundi, 23 h 30, à Billancourt, plus de 500 militants allèrent devant des milliers d'ouvriers de Renault qui sortaient du boulot. Ils franchirent avec eux les guichets du métro sans payer ; le fait de posséder la carte hebdomadaire de transport et de ne pas l'utiliser soulignant le caractère politique de cette action, unanimement suivie.

Celle-ci, continuée par des prises de paroles et des contacts dans le métro a permis de renforcer la capacité d'organisation des militants d'avant-garde de la Régie. Cette action montre la voie.

RÉGION PARISIENNE :

Premières ripostes contre les hausses de transports



Des militants à l'action contre la hausse...

Dès jeudi après-midi, le Comité d'action des Beaux-Arts a pris l'initiative d'engager la lutte contre les hausses de tarifs des transports en commun. Les autobus passant à proximité de l'école étaient bien-tôt « bombés » par une cinquantaine de camarades ; c'est ainsi qu'on a pu voir se promener dans tout Paris des slogans tels que « Nouvelle société = nouveaux tarifs », « résistons à la hausse », etc... Ne pouvant supporter la vue de ces bus « militants », la bourgeoisie envoyait ses flics 1 heure après, interrompant momentanément notre action, mais renforçant

la mobilisation de toute l'école contre la répression. D'ailleurs, le lendemain, dans une dizaine de stations de métro, d'autres camarades ont repris les slogans en ajoutant « tout augmente, notre colère aussi », « un carnet de métro = 1h 30 de travail » et cette fois, les flics en civil de la R.A.T.P., d'abord arrogants, sont restés impuissants devant la détermination des camarades soutenus par les usagers. Devant ce succès, les étudiants ont décidé en Assemblée générale de poursuivre leur action toute cette semaine.

Un camarade des Beaux-Arts.

Censier (Paris) : débandade des fascistes sionistes...

Le peuple Palestinien lutte pour ses droits fondamentaux, usurpés par les colonialistes sionistes de l'état d'Israël, en particulier pour la libération de son territoire naturel. La résistance palestinienne lutte pour l'égalité des droits de tous les citoyens de Palestine, quel que soit leur confession. Le programme de l'organisation « El Fath » ne permet aucun doute à ce sujet.

Mais les réactionnaires de tous poils n'ont pas intérêt à ce que cela se sache. Et on assiste à une vaste campagne sur le thème : « Antisémisme = antisémitisme ». « Les gauchistes en veulent aux Juifs ». « El Fath veut exterminer les populations juives de Palestine », etc... Cette campagne a pris dernièrement un caractère de plus en plus intensif. Et les méthodes se sont durcies allant jusqu'aux agressions terroristes contre les progressistes (Censier à 3 reprises). On a vu apparaître des organisations fascistes (Béthar) pratiquant couramment la terreur verbale et physique. Il est très important de comprendre que ce processus n'est pas un hasard.

Le dimanche 25 janvier, à la suite des provocations fascistes de Nanterre et du Quartier Latin, un collectif étudiant, réunissant des organisations Ligue trotskyste, groupes de base Censier, H.R., discute de l'action à mener. Les camarades d'H.R., à juste raison, défendent la position selon laquelle, il

fallait tenir à Assas (fac de droit occupée plus ou moins par les fascistes) un meeting anti-fasciste, et de vider les fads de la fac. L'opportunisme des trotskystes empêche l'action unitaire de se faire. Les camarades d'H.R. décident de mener l'action seuls et de tenir le meeting jeudi à 17 heures. Se posait alors le problème de la mobilisation. Si l'action était maintenue, il fallait qu'elle soit un succès. En contactant comme ils le pouvaient quelques C.D.H.R. non-étudiants, et en mobilisant tous les C.D.H.R. étudiants, les camarades réussirent, en dépit de quelques flottements, à rassembler à 14 heures une centaine de camarades à Assas. Mais alors plusieurs carences apparurent — le matériel insuffisant et non préparé (enfermé dans une salle dont la clé avait disparu). Le manque d'enthousiasme des camarades. Enfin et surtout, le fait que 100 militants avaient 3 heures à attendre, assis sur des escaliers, alors qu'à Censier au même moment, une grosse mobilisation anti-siono-fasciste avait lieu (le Béthar voulait tenir un meeting), que les masses d'étudiants progressistes s'y trouvaient, et que les organisations A.J.S., Ligue Trotskyste y magouillaient à qui mieux-mieux. S'appuyant sur ce dernier argument, les camarades décidèrent d'amener la prise de parole à 15 h 30 (sortie de T.D.) et d'y appeler les étudiants à aller à Censier se joindre aux étudiants progressistes. Ainsi H.R. participa activement

à la lutte et à la victoire anti-fasciste de Censier. Intégrés dans le S.O. collectif, les camarades assumèrent leurs tâches, à l'avant dans la bagarre, à l'arrière dans la protection de la fac. Cependant là encore des carences et des conceptions erronées sont à noter : — entre la fac. d'Assas et Censier, la moitié environ des camarades disparurent, retournant pour la plupart sur leurs quartiers pour y assumer leurs tâches habituelles, ce qui est une grave sous-estimation de l'enjeu politique de la bataille. Le S.O. fut loin d'être à la hauteur pour deux raisons essentielles : manque de matériel (encore une fois), manque de pratique et de direction solide. Enfin, là aussi, un certain manque d'audace et d'esprit « oser lutter, oser vaincre » chez les camarades.

La journée anti-fasciste du jeudi 29 janvier a été une victoire politique importante pour tous les progressistes. Mais des leçons doivent en être tirées afin que les carences constatées disparaissent ; il faut que l'enjeu politique soit clair pour nous tous, et que désormais la mobilisation, la direction et l'encadrement politique et militaire soit cent fois plus efficaces.

Pendant que les marxistes-léninistes et les étudiants progressistes de Censier et d'ailleurs étaient regroupés à Censier, décidés à écraser la provocation fasciste du Béthar, où étaient les révisionnistes de l'U.E.«C.» ?.. Au lit, bien entendu, ou au cinéma. Messieurs les révisos ne cognent

JAMAIS sur les fascistes. Tout ce qu'ils savent faire, c'est cogner sur un militant révolutionnaire isolé, comme pour l'enterrement des 5 travailleurs africains à Aubervilliers, où ils avaient voulu empêcher toute propagande. Messieurs de l'U.E.«C.», gare à vos gueules de minets, les étudiants ne vous supporteront pas longtemps dans leurs fads !

Échec de la participation à Clermont-Ferrand

L'an dernier, la participation avait connu un échec cuisant à la faculté des lettres, puisque seulement 30 % d'étudiants avaient voté. Cette année le mouvement participationniste a été totalement balayé : 5 % d'électeurs ; 257 votant soit 71 « U.R.U. » (gaullistes) et 154 « U.N.E.F.-Renouveau ». Il y a donc plus d'électeurs (356) pour les élections de l'amicale de lettres (U.N.E.F.) que pour celle d'Edgar Faure !

Face à la trahison ouverte de l'U.N.E.F.-Renouveau et à l'absence complice de l'actuelle direction (A.J.S.) de l'amicale des lettres-UNEF, les étudiants de base syndiqués U.N.E.F. ou non syndiqués, d'accord dans les faits avec le programme du Comité Front Uni-travailleurs-étudiants ont su s'opposer avec un succès éclatant à la loi Faure et aux agents de la bourgeoisie non seulement au sein du mouvement étudiant, mais aussi au sein de l'U.N.E.F., appuyés par les tentatives de diversion des trotskystes A.J.S.

C.D.H.R. Clermont-Ferrand Fac.